

ÉTUDE SPÉCIALE

Les petites entreprises : une puissance financière en Ontario

Positionnement en vue d'une prospérité postpandémique

Par Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège, Randall Bartlett, directeur principal, économie canadienne, Florence Jean-Jacobs, économiste principale, et Marc Desormeaux, économiste principal

Sommaire

De nombreuses petites entreprises ontariennes ont été malmenées par la pandémie et en sont sorties meurtries. Les secteurs orientés clients qui comptent un grand nombre de petites entreprises, comme les services d'hébergement et de restauration, ont été particulièrement mis à rude épreuve. Bon nombre d'entreprises ont été contraintes de mettre la clé sous la porte. Et celles qui s'en sont sorties sont plus lourdement endettées que par le passé, car elles ont dû emprunter pour payer le loyer et les salaires pendant les périodes de confinement imposées par les autorités de santé publique et pour satisfaire aux exigences de distanciation physique qui s'en sont suivies.

Or, ces secteurs étaient également positionnés pour bénéficier du redémarrage économique qui a accompagné la réouverture. Ceux des arts, de la culture ainsi que du commerce de gros et de détail ont pu tirer parti du désir des Ontariens de sortir de chez eux et de fréquenter à nouveau les espaces publics. Parallèlement, les industries qui ont tendance à être dominées par les grandes entreprises, comme la fabrication et l'exploitation minière, pétrolière et gazière, ont également enregistré un fort rebond et ont contribué à stimuler l'activité des petites entreprises en Ontario.

Cette réouverture rapide a toutefois comporté son lot d'inconvénients. La pénurie de main-d'œuvre est devenue aiguë, l'Ontario affichant l'un des taux de postes vacants les plus élevés du pays. Les chaînes d'approvisionnement mondiales ont également été perturbées, ce qui a ajouté aux obstacles auxquels les petites entreprises ont été confrontées pour répondre à la demande des clients. Les prix élevés des facteurs de production ont été transférés aux consommateurs dans la mesure du possible, et lorsque ce n'était pas le cas, ils ont rogné les marges. Les entreprises de toutes tailles n'ont eu d'autre choix que de s'adapter, en investissant davantage dans les technologies permettant d'économiser de la main-d'œuvre, en envisageant de déplacer les chaînes d'approvisionnement à l'échelle locale et en travaillant avec les partenaires commerciaux existants pour améliorer les processus.

Alors que certaines de ces perturbations semblent s'atténuer, l'horizon s'assombrit à nouveau. La Banque du Canada ayant considérablement augmenté les taux d'intérêt pour contrer l'inflation, la hausse des coûts d'emprunt a entraîné une correction du marché de l'habitation en Ontario. Le secteur de la construction, qui abrite également un grand nombre de petites entreprises et qui a connu une surperformance pendant la pandémie, est en train de subir une correction conséquente. Malgré tout, nous pensons que les petites entreprises ont des raisons d'être optimistes à court terme. Les services, qui comptent un grand nombre de petites entreprises, sont susceptibles de surclasser les secteurs des biens lors du ralentissement économique qui s'annonce. Les ménages disposent toujours d'économies importantes, même si leur pouvoir d'achat a été quelque peu érodé par l'inflation. Par ailleurs, le marché du travail reste très concurrentiel, et le rythme de croissance de l'emploi devrait ralentir au lieu de se contracter fortement. Puis, il y a les transferts gouvernementaux, qui ont prouvé leur capacité à réagir rapidement à un ralentissement.

Les perspectives économiques à long terme de l'Ontario sont également prometteuses. L'une des raisons est l'augmentation de l'immigration internationale, qui s'est avérée primordiale pour la réussite économique de l'Ontario et qui constitue un domaine prioritaire pour le gouvernement provincial. Il convient aussi de noter le début de la relocalisation ou de la délocalisation à proximité des chaînes d'approvisionnement en Amérique du Nord, ce qui est de bon augure pour l'économie hautement intégrée et axée sur le commerce de l'Ontario. La profusion de minéraux critiques nécessaires à la transition énergétique pourrait également être un moteur important de l'activité économique future, surtout dans les collectivités éloignées et du nord de la province. Enfin, l'investissement dans des solutions technologiques et numériques s'est accentué en raison de la nécessité de surmonter les défis liés à la pandémie, et pourrait s'accélérer à mesure que les coûts continuent de baisser.

Tandis que les petites entreprises commencent tout juste à reprendre leur souffle après la pandémie de COVID-19, la hausse des taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation contribue à un regain d'incertitude économique. Comment les petites entreprises sont-elles positionnées pour relever ces nouveaux défis? Et que leur réserve l'avenir compte tenu de leur plus grande présence dans certains secteurs?

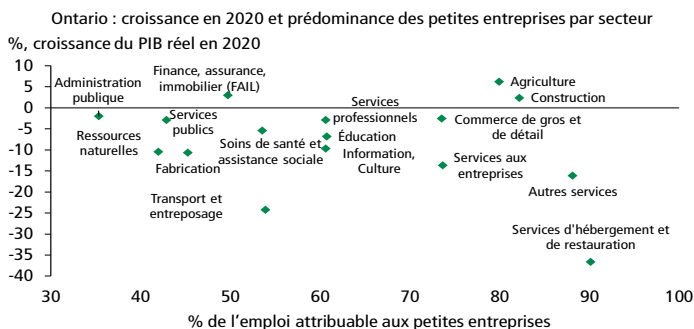
Que disent les entreprises canadiennes?

La pandémie a posé des défis d'envergure à la plupart des entreprises canadiennes. Dès le début des fermetures imposées par les autorités de santé publique, les entreprises ont fait des pieds et des mains pour adapter leurs modèles d'affaires à des circonstances sans précédent malgré une grande incertitude.

Ce sont les petites entreprises qui ont été le plus lourdement touchées par la pandémie de COVID-19¹. Selon l'[Enquête canadienne sur la situation des entreprises](#), près de 30 % des petites entreprises au Canada indiquent que leur situation d'ensemble est pire aujourd'hui qu'elle ne l'était en 2019. Ce pourcentage est beaucoup plus élevé que pour les grandes entreprises. Il traduit en partie une présence plus importante des petites entreprises dans les services orientés clients, lesquels ont été touchés de manière disproportionnée par les confinements (graphique 1). En effet, ces secteurs restent à la traîne de la reprise globale. Par ailleurs, les entreprises plus petites sont davantage limitées dans leur capacité à s'endetter pour investir dans la technologie afin de s'adapter à l'évolution du marché ou de surmonter des épisodes de volatilité économique.

GRAPHIQUE 1

En Ontario, les petites entreprises ont été les plus touchées par le ralentissement entraîné par la pandémie

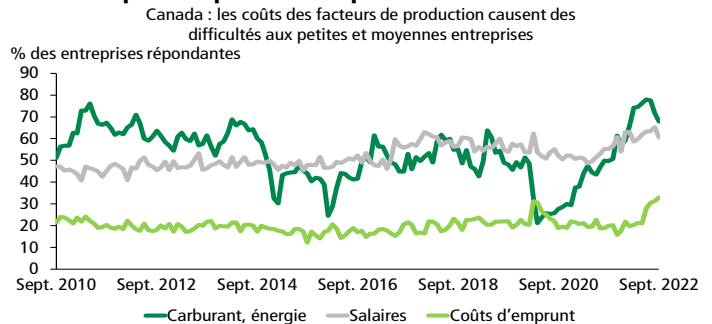


La moitié des entreprises canadiennes s'attendent à ce que la hausse des coûts des facteurs de production constitue un obstacle dans les trois prochains mois, selon le [Laboratoire de données sur les entreprises de la Chambre de commerce du Canada](#). Pour ce qui est des prix de l'énergie en particulier,

son analyse montre que les secteurs qui comptent répercuter la hausse des prix de l'énergie sur les consommateurs sont les mêmes que ceux qui sont dominés par les petites entreprises. Les résultats du [Baromètre des affaires d'août 2022 de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante \(FCEI\)](#) confirment que l'énergie est le principal facteur de production à causer des difficultés financières aux petites entreprises canadiennes (graphique 2). Les salaires suscitent également de vives inquiétudes, en particulier pour les entreprises exerçant leurs activités dans des secteurs orientés clients, comme l'hébergement et la restauration, qui s'attendent à ce que l'inflation soit le principal moteur des augmentations de la rémunération. L'augmentation des coûts des autres facteurs de production n'étant pas en reste, il est raisonnable de penser qu'ils pourraient, eux aussi, être répercutés sur les consommateurs. La hausse des coûts des facteurs de production risque également d'éroder la rentabilité des entreprises canadiennes, à mesure que les dépenses d'exploitation progressent plus vite que les ventes.

GRAPHIQUE 2

Les prix de l'énergie et les salaires sont une préoccupation constante pour les petites entreprises



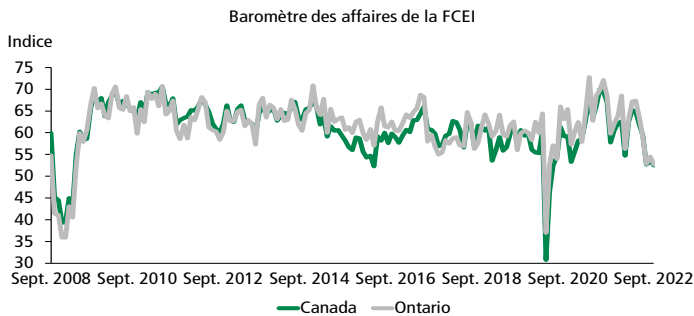
Sources : Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) et Desjardins, Études économiques

Ensemble, la hausse des coûts des facteurs de production, l'augmentation des salaires attribuable à la pénurie de main-d'œuvre et des perspectives économiques incertaines commencent à peser sur la confiance des entreprises au Canada. Toutefois, l'ampleur de la détérioration de cette confiance n'est pas la même d'une enquête à l'autre. Ainsi, d'après l'[Enquête sur les perspectives des entreprises de la Banque du Canada](#) du deuxième trimestre 2022, la confiance générale des entreprises reste élevée et ne diminue que progressivement par rapport au sommet atteint à la fin de 2021. En revanche, le Baromètre des affaires de la FCEI pour juillet et août 2022 est descendu à son niveau le plus bas depuis avril 2020, les petites entreprises s'inquiétant des perspectives de croissance soutenue de leur chiffre d'affaires pour l'année à venir (graphique 3 à la page 3). Et comme les faillites d'entreprises sont en hausse par rapport à leur niveau le plus bas en temps de pandémie, qui pourrait reprocher aux petites entreprises d'être plus pessimistes quant à leurs perspectives à court terme?

¹ Selon Statistique Canada, une [petite entreprise](#) compte de 1 à 99 employés rémunérés, alors qu'une moyenne entreprise en compte de 100 à 499 et une grande entreprise plus de 500, respectivement.

GRAPHIQUE 3

La confiance des petites entreprises est au plus bas depuis 2020



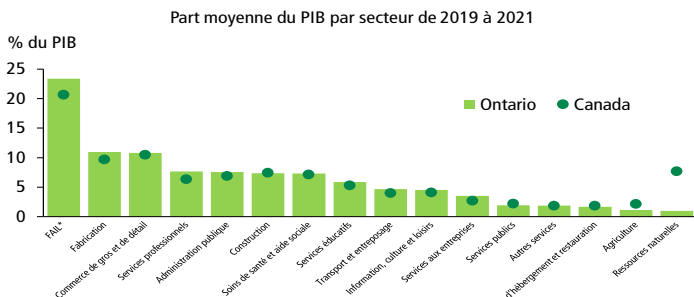
Sources : Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) et Desjardins, Études économiques

Quel rôle les petites entreprises jouent-elles dans l'économie ontarienne?

Selon [Industrie Canada](#), environ 98 % des entreprises au Canada sont des petites entreprises. Elles emploient environ deux travailleurs canadiens sur trois. Plus de la moitié d'entre eux travaillent dans une entreprise de moins de 20 employés. À titre comparatif, environ 60 % des travailleurs en Ontario sont employés par une petite entreprise. Mais il existe des variations importantes entre les régions et les secteurs de la province. Prenez la prédominance des secteurs de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location (FAIL) ainsi que de la fabrication dans l'économie ontarienne. Ces secteurs comptent une plus grande proportion de grandes entreprises, ce qui contribue à expliquer la prédominance moindre de l'emploi dans les petites entreprises en Ontario par rapport à l'ensemble du pays (graphique 4).

GRAPHIQUE 4

Les secteurs financier et immobilier dominent l'économie de l'Ontario

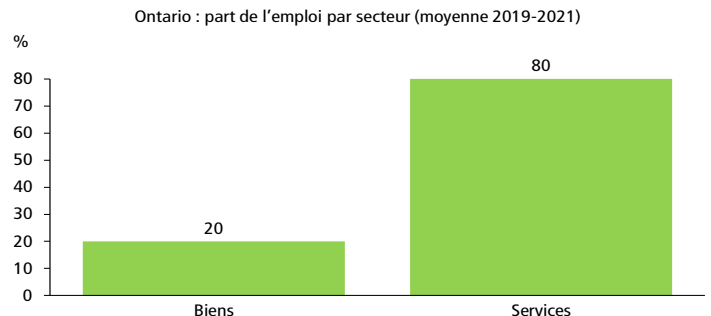


*L'acronyme FAIL signifie Finance, assurances, immobilier et location
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

La proportion de travailleurs employés par de petites entreprises dans les secteurs produisant des biens et des services en Ontario est à peu près la même, soit environ 60 %. Toutefois, les secteurs de production de biens, comme la construction et la fabrication, ne représentent qu'environ 20 % de l'emploi et de l'activité

GRAPHIQUE 5

Les services dominent l'emploi total et l'emploi dans les petites entreprises en Ontario



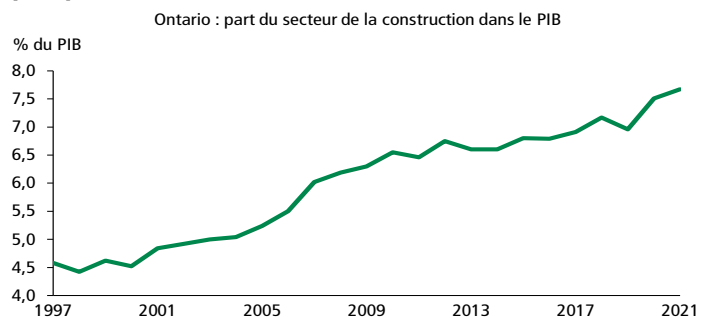
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

économique réelle, tandis que les secteurs de production de services en représentent près de 80 % (graphique 5). Ainsi, la majorité des employés des petites entreprises de l'Ontario travaillent dans le secteur des services.

Dans les secteurs de production de biens, moins de la moitié des employés des secteurs de la fabrication, des services publics et des ressources naturelles (ex. : foresterie, pêche et exploration minière) travaillent pour de petites entreprises. En revanche, plus de 80 % des travailleurs dans l'agriculture et la construction sont employés par de petites entreprises. Ces secteurs comptent également un grand nombre de travailleurs autonomes. Le secteur de la construction se distingue particulièrement, car sa part de l'activité économique de l'Ontario n'a cessé de croître, passant de près de 4,5 % de la production en 1997 à plus de 7,5 % en 2021 (graphique 6).

GRAPHIQUE 6

La part du secteur de la construction dans le PIB de l'Ontario a presque doublé en 25 ans

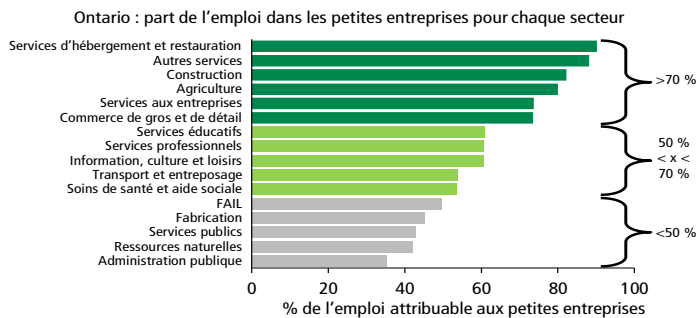


Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Parallèlement, les secteurs de production de services qui comptent la plus grande part d'employés en Ontario sont le commerce de gros et de détail, de même que les soins de santé et d'assistance sociale, dont plus de la moitié travaille dans de petites entreprises. Toutefois, les petites entreprises sont encore plus nombreuses à employer des Ontariens dans les secteurs

des services d'hébergement et de restauration (plus de 90 % des employés), des autres services (près de 90 % des employés) et des services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien (près de 75 % des employés) (graphique 7). Par contre, moins de 50 % des employés des secteurs de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location et des administrations publiques sont employés par de petites entreprises en Ontario.

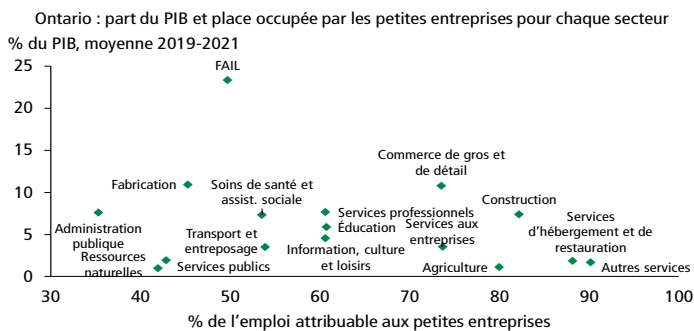
GRAPHIQUE 7
Il existe des variations importantes dans la place occupée par les petites entreprises dans chaque secteur



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Il convient de noter qu'il y a peu de rapport entre la part de l'emploi des petites entreprises dans un secteur et la part de ce secteur dans le PIB de l'Ontario (graphique 8). En réalité, la corrélation est plutôt légèrement négative, puisque les secteurs dans lesquels les petites entreprises prédominent au chapitre de l'emploi contribuent proportionnellement moins au PIB que les secteurs dominés par les grands employeurs.

GRAPHIQUE 8
Les secteurs où les petites entreprises sont plus présentes constituent une plus petite part du PIB



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Mais cette contribution plus faible au PIB des secteurs dominés par les petites entreprises peut s'expliquer par quelques autres particularités propres au contexte ontarien. La première est que les grandes entreprises ont tendance à exporter davantage, ce qui contribue à la compétitivité et encourage le transfert technologique. Par contraste, les petites entreprises ont une part

disproportionnée d'entreprises de proximité (alimentation et restauration, petits détaillants, services) qui n'exportent pas. De plus, les secteurs de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location (les plus importants secteurs de l'Ontario, composés de quelques très grandes entreprises) contribuent de façon disproportionnée à l'économie de l'Ontario par rapport aux autres provinces.

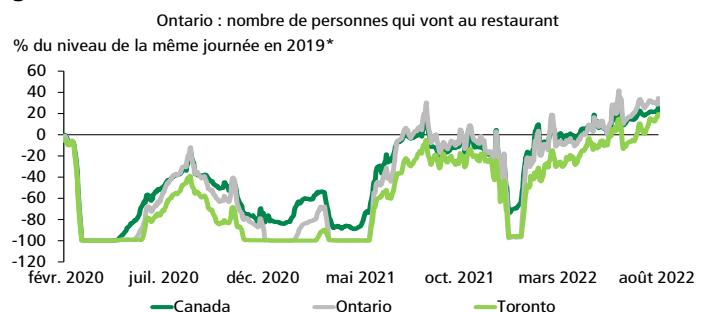
Les secteurs d'activité sont révélateurs de l'état des lieux pour les petites entreprises

Si l'on examine de plus près les secteurs de l'économie ontarienne où la présence des petites entreprises est importante, plusieurs se démarquent clairement (graphique 7) : l'hébergement et la restauration, le commerce de gros et de détail, la construction, et l'agriculture. Le secteur des services aux entreprises, les services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien ainsi que celui des autres services (ex. : réparation et entretien, services personnels et services de blanchissage, etc.) comptent aussi une présence significative de petites entreprises, mais tendent à être moins concentrés sur le plan régional. Nous évoquons aussi brièvement la fabrication et les services financiers en raison de leur pertinence régionale, bien que ces secteurs tendent à être dominés par de plus grandes entreprises.

Services d'hébergement et de restauration

Le secteur des services d'hébergement et de restauration est particulièrement digne de mention, car il a été durement touché par la pandémie. Au plus fort de la période de confinement, en avril 2020, l'emploi dans le secteur des services d'hébergement et de restauration en Ontario a chuté d'environ 45 % par rapport à son niveau d'avant la pandémie, en février 2020. Depuis, il s'est progressivement redressé de manière lente et irrégulière, à coup de politiques de santé publique, et il se situe maintenant à environ 5 % en dessous de son niveau d'avant la pandémie. En revanche, si l'on examine les données relatives au nombre de personnes qui vont au restaurant par rapport à la même date avant la pandémie, on constate qu'à la fin de l'été 2022, ce nombre était environ 40 % plus élevé que trois ans auparavant (graphique 9). Cela témoigne de la pénurie de main-d'œuvre

GRAPHIQUE 9
Avec le redémarrage de l'économie, les gens reviennent en grand nombre dans les restaurants



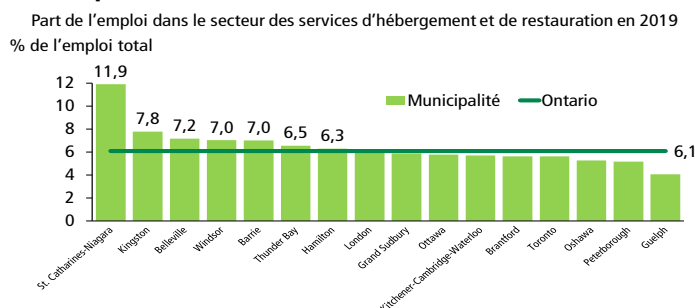
*Moyenne mobile sur sept jours
Sources : OpenTable et Desjardins, Études économiques

ressentie dans l'ensemble du secteur en Ontario, où le taux de postes vacants a presque triplé par rapport à sa moyenne d'avant la pandémie. Les salaires ont augmenté rapidement en conséquence, ce qui a contribué à faire grimper les prix des aliments bien au-delà du coût des matières premières (qui ont elles-mêmes connu une hausse de prix).

Ce rebond est plus pertinent pour certaines collectivités de l'Ontario que pour d'autres, en fonction du rôle que joue le tourisme dans leurs économies respectives. Par exemple, St. Catharines-Niagara éclipse toutes les autres régions métropolitaines de l'Ontario en ce qui concerne la part de l'emploi dans les services d'hébergement et de restauration (graphique 10), en raison d'une prépondérance d'exploitations vinicoles et d'autres attractions. Cela dit, l'emploi dans les services d'hébergement et de restauration mérite également une mention honorable dans des villes comme Kingston, Belleville, Windsor et Barrie.

GRAPHIQUE 10

St. Catharines-Niagara domine la province en matière d'activité touristique



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

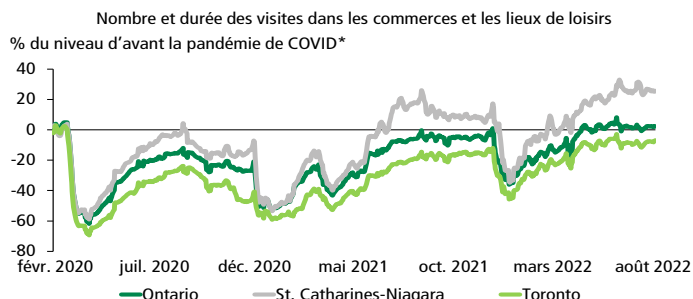
Commerce de gros et de détail

La reprise de l'activité dans le secteur des services d'hébergement et de restauration se reflète dans une large mesure dans la reprise du commerce de détail et des loisirs (graphique 11). À l'échelle locale, les données sont plus rares, mais elles suggèrent également un retour de la fréquentation des consommateurs aux niveaux prépandémiques ou au-delà (graphique 11). En effet, les régions de la province qui tirent une activité économique importante du tourisme ont eu tendance à connaître le plus grand regain d'activité dans le domaine du commerce de détail et des loisirs.

Compte tenu de la prédominance des petites entreprises dans ce secteur, le commerce de gros et de détail est le secteur le plus important au chapitre de l'emploi dans de nombreuses collectivités en Ontario. Fait important : le secteur s'est relativement bien tiré d'affaire pendant la pandémie comparativement à celui des services d'hébergement et de restauration, selon le [Laboratoire de données sur les entreprises de la Chambre de commerce du Canada](#). Cela peut s'expliquer

GRAPHIQUE 11

Les consommateurs sortent de la maison, à la recherche de bonnes affaires et d'endroits où manger

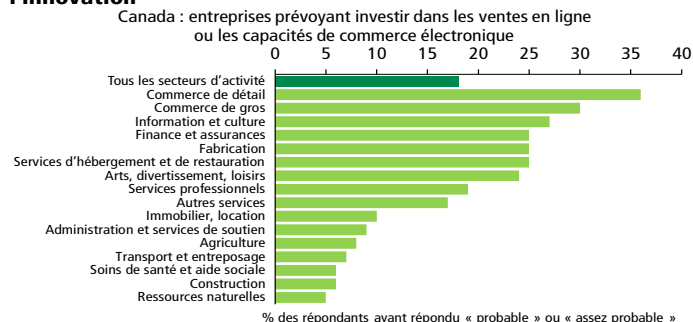


* La moyenne mobile sur sept jours du niveau de référence est la valeur médiane, pour le jour de la semaine correspondant, pendant la période de cinq semaines allant du 3 janvier au 6 février 2020.
Sources : Google Community Mobility Reports et Desjardins, Études économiques

en partie par l'augmentation des investissements dans les ventes en ligne ou les capacités de commerce électronique pendant la pandémie, car les entreprises du secteur, en particulier les détaillants, ont dû impérativement adapter leur modèle d'affaires pour survivre. Les entreprises du secteur du commerce de gros et de détail continuent d'être le fer de lance au chapitre des projets d'investissements supplémentaires dans le commerce électronique au cours des 12 prochains mois (graphique 12). Elles mentionnent également être plus à même de s'endetter que celles des services d'hébergement et de restauration, ce qui renforce encore leur solidité au sortir de la pandémie.

GRAPHIQUE 12

Les commerces de détail et de gros investissent dans l'innovation



Sources : Statistique Canada, Chambre de commerce du Canada et Desjardins, Études économiques

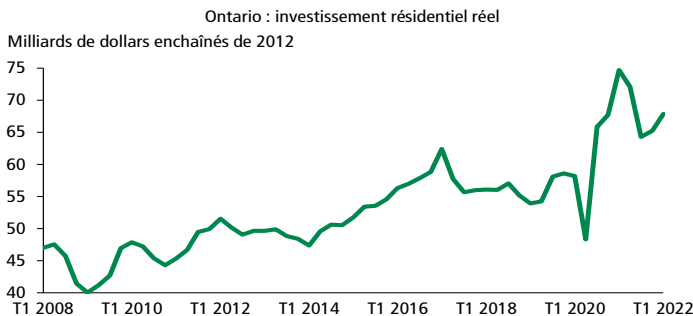
Construction

À la différence de ces secteurs, la construction a été l'un des points forts de l'économie pendant la pandémie. L'investissement résidentiel a explosé en raison d'une hausse marquée des ventes et des prix des logements, ce qui a stimulé la rénovation et la construction résidentielle (graphique 13 à la page 6).

La construction est un secteur particulièrement concentré en petites entreprises. Et bien que le secteur ait été particulièrement vigoureux dans la région du grand Toronto (RGT) au cours de la période précédant la pandémie, ce sont les petites collectivités

GRAPHIQUE 13

L'investissement résidentiel était en plein essor en Ontario pendant la pandémie

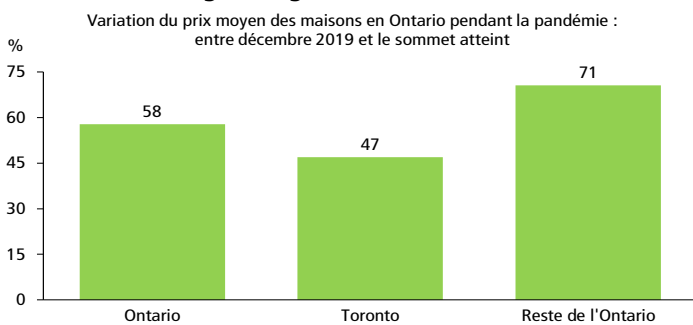


Sources : ministère des Finances de l'Ontario et Desjardins, Études économiques

qui ont connu les plus fortes hausses d'activité, les gens travaillant de plus en plus à partir de la maison. Les prix de vente moyens des maisons dans la RGT ont connu une hausse robuste de 47 % entre décembre 2019 et leur sommet plus tôt cette année, mais le reste de la province a vu la valeur des maisons bondir d'un pourcentage encore plus vertigineux de 71 % (graphique 14). Ce phénomène s'est produit en réponse à une poussée des ventes qui a fait grimper les prix de façon quasi exponentielle jusqu'en février 2022 et a incité les promoteurs à construire à un rythme presque record. En raison de ce rythme effréné, le secteur de la construction a connu l'une des pénuries de main-d'œuvre les plus prononcées de toutes les industries. Et les entreprises prévoient que le marché du travail demeurera serré à court terme, malgré les craintes de récession qui s'intensifient de jour en jour.

GRAPHIQUE 14

Les plus fortes variations de prix en Ontario ont eu lieu à l'extérieur de la région du grand Toronto



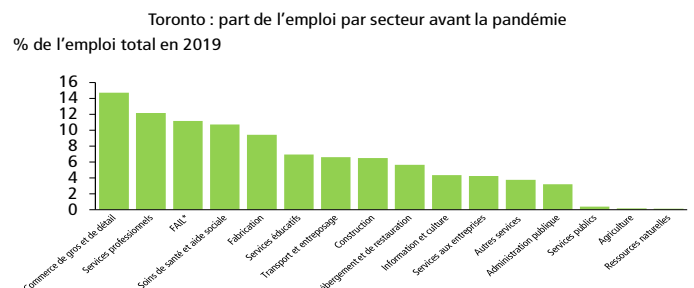
Sources : Association canadienne de l'immeuble et Desjardins, Études économiques

Bien que les collectivités situées à l'extérieur de la RGT aient eu tendance à connaître la plus forte augmentation des prix des maisons et des ventes pendant la pandémie, la RGT a également bénéficié indirectement des retombées sur les services financiers. En effet, la RGT est bien plus grande et plus diversifiée sur le plan économique que les autres collectivités ontariennes, et les

services financiers et l'immobilier jouent un rôle de premier plan dans son économie. La prépondérance des petites entreprises a tendance à être relativement faible dans ce secteur. Toutefois, même les secteurs de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location ne peuvent rivaliser avec celui du commerce de gros et de détail lorsqu'il s'agit de la part de l'emploi total dans la RGT (graphique 15).

GRAPHIQUE 15

L'économie de Toronto est bien diversifiée et repose sur les services



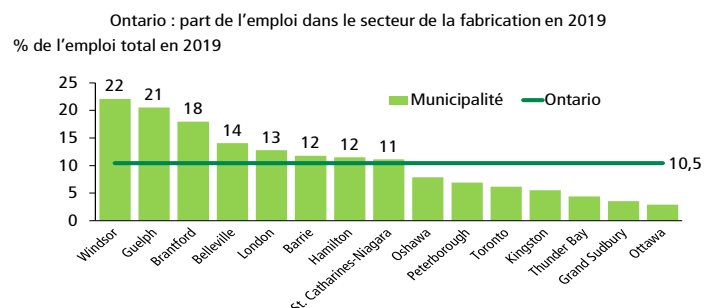
* L'acronyme FAI signifie Finance, assurances, immobilier et location
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Fabrication

Le sud-ouest de l'Ontario est bien connu pour ses prouesses en tant que centre de fabrication au Canada, notamment en ce qui concerne la production automobile. Et bien que le secteur de l'automobile ait été durement touché par la pandémie, il devrait connaître une reprise significative en 2022 et en 2023, selon les estimations de Wards Automotive. Dans l'ensemble de l'Ontario, le secteur de la fabrication représente environ 11 % de la production de la province, ce qui est bien inférieur à la production des secteurs de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location, mais à peu près équivalent à celle du commerce de gros et de détail. Il est important de noter que la part de l'emploi dans le secteur de la fabrication est jusqu'à deux fois supérieure à la moyenne provinciale dans des collectivités comme Windsor et Guelph (graphique 16). Et

GRAPHIQUE 16

Le sud-ouest domine la province en matière d'activité manufacturière



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

TABEAU 1
Les défis auxquels sont confrontées les entreprises ont des incidences différentes en fonction du secteur

	Perspectives générales des entreprises	DÉFIS LIÉS À LA SITUATION FINANCIÈRE					MAIN- D'ŒUVRE
		Profits et marges	Hausse des taux d'intérêt et coût de la dette	Niveau d'endette- ment (ratio et tendance)	Insolvabilités (nombre et tendance)	Entreprises actives et fermetures nettes	Pénurie de main- d'œuvre : obstacle
Secteurs d'activités							
Arts, loisirs, hébergement et services de restauration	●	●	●	●	●	●	●
Transport et entreposage	●	●	●	●	●	●	●
Construction	●	●	●	●	●	●	●
Agriculture, exploitation forestière, pêche, chasse	●	●	●	●	●	●	●
Autres services (services personnels, entretien, réparation, etc.)	●	●	●	●	●	●	●
Services administratifs et gestion des déchets, etc.	●	●	●	●	●	●	●
Soins de santé et assistance sociale, services d'enseignement	●	●	●	●	●	●	●
Fabrication	●	●	●	●	●	●	●
Services professionnels	●	●	●	●	●	●	●
Information et industries culturelles	●	●	●	●	●	●	●
Commerce de gros	●	●	●	●	●	●	●
Commerce de détail	●	●	●	●	●	●	●
Extraction minière, pétrolière et gazière	●	●	●	●	●	●	●
Services immobiliers	●	●	●	●	●	●	●

Légende

●

 En difficulté

●

 À surveiller

●

 En meilleure posture que la moyenne

Légende ● En difficulté ● À surveiller ● En meilleure posture que la moyenne

Remarques : Les données sur l'insolvabilité sont basées sur les statistiques sur l'insolvabilité d'Industrie Canada (Canada seulement). Les données sur les bénéfices et les marges sont basées sur le bilan trimestriel, l'état des résultats et certains ratios financiers de Statistique Canada pour les industries non financières (Canada seulement). La hausse des taux d'intérêt et du niveau d'endettement et la pénurie de main-d'œuvre sont basées sur l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises, troisième trimestre (Ontario). Les perspectives des entreprises sont basées non seulement sur les données les plus récentes, mais aussi sur notre perspective prospective.

Sources : Statistique Canada, Industrie Canada et Desjardins, Études économiques

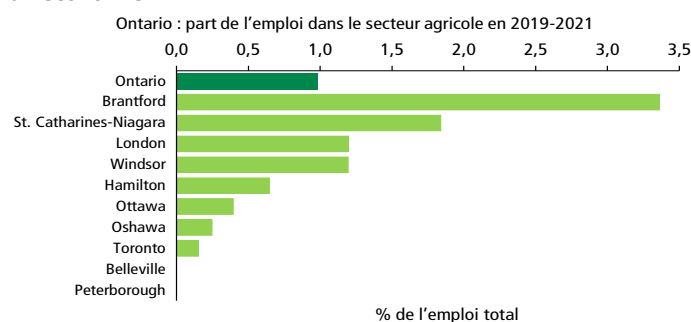
bien que l'industrie manufacturière ne soit pas particulièrement axée sur les petites entreprises, des secteurs comme les services d'hébergement et de restauration dans ces régions bénéficient sans aucun doute indirectement des emplois bien rémunérés du secteur de la fabrication.

Agriculture

Le sud-ouest de l'Ontario est aussi une source d'activité agricole importante, secteur dans lequel les petites entreprises jouent un rôle de premier plan. Bien qu'elle représente une part relativement faible de l'emploi et de l'activité économique de la région, l'agriculture demeure un pan important de l'économie ontarienne dans des collectivités comme Brantford, St. Catharines-Niagara et London (graphique 17).

Comment se portent les petites entreprises de l'Ontario?

Si l'on examine les principaux indicateurs de la santé financière des entreprises canadiennes, certains secteurs sont en meilleure position que d'autres au sortir de la pandémie. Parmi ceux qui devraient affronter des vents contraires en 2023, certains comptent une forte proportion d'emplois dans les petites entreprises (tableau 1). Les secteurs « à surveiller » dans ce groupe sont les arts et loisirs, les services d'hébergement et de restauration, le transport et l'entreposage, la construction, les autres services, l'agriculture et la foresterie. Par contre, les

GRAPHIQUE 17
Le secteur agricole est un petit segment qui demeure essentiel à l'économie


Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

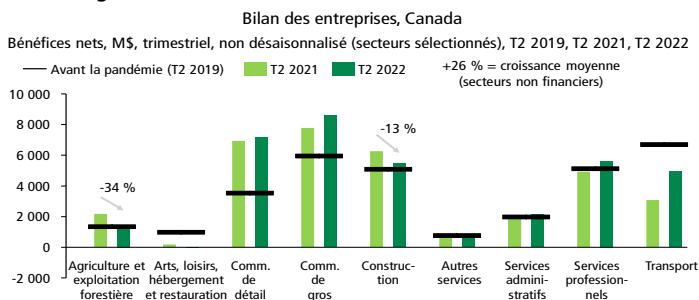
services professionnels, l'industrie de l'information et l'industrie culturelle, ainsi que le commerce de détail et de gros, ont relativement bien résisté à la pandémie. Cela dit, nous nous attendons à ce que l'affaiblissement de la demande ralentisse l'activité du commerce de détail et de gros à court terme, les consommateurs resserrant les cordons de leur bourse.

Les entreprises canadiennes ont généralement vu leurs bénéfices trimestriels augmenter au cours de l'année écoulée. Cependant, certains secteurs ont connu l'inverse, notamment ceux qui

comptent un grand nombre de petites entreprises, comme les secteurs de la construction, de l'agriculture et des autres services (graphique 18). Les services d'hébergement et de restauration ainsi que les arts et loisirs ont non seulement vu leurs bénéfices diminuer, mais ces secteurs dans leur ensemble continuent d'enregistrer des pertes. Et si les marges bénéficiaires sont revenues à leur niveau d'avant la COVID dans la plupart des industries, les arts et loisirs et les services d'hébergement et de restauration restent globalement à la traîne.

GRAPHIQUE 18

Bien que la tendance soit généralement à la hausse, les bénéfices sont inférieurs à ceux d'avant la pandémie dans les secteurs des arts, des loisirs, de l'hébergement et de la restauration



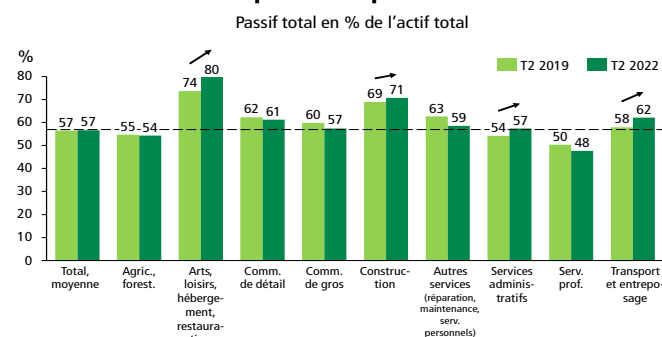
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

En ce qui concerne les bilans des entreprises, les ratios de levier financier (passif par rapport à l'actif) sont largement comparables aux niveaux d'avant la COVID et n'ont pas affiché de tendances inquiétantes au cours des derniers trimestres. Cela dit, on relève à nouveau quelques exceptions de secteurs fortement concentrés en petites entreprises, comme les arts et loisirs, les services d'hébergement et de restauration, et la construction qui sont plus endettés qu'en 2019 (graphique 19).

En examinant de plus près les secteurs les plus vulnérables de l'économie ontarienne, les récentes enquêtes auprès des entreprises montrent que le secteur des arts et loisirs ainsi que celui de l'hébergement et de la restauration sont les plus

GRAPHIQUE 19

Canada : certains secteurs sont légèrement plus endettés, d'autres le sont moins qu'avant la pandémie



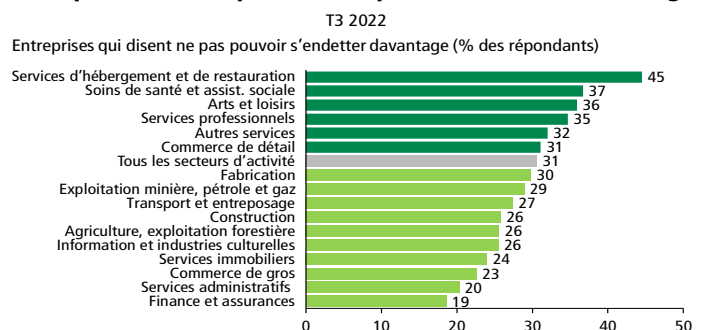
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

exposés à une hausse des coûts du service de la dette, à une réduction des marges bénéficiaires et à une hausse potentielle des fermetures et des insolvabilités. Ils sont également confrontés au défi supplémentaire d'une pénurie de main-d'œuvre plus prononcée que dans les autres secteurs. Au troisième trimestre de 2022, près de 45 % des entreprises ontariennes du secteur des services d'hébergement et de restauration ont indiqué qu'elles ne pouvaient pas s'endetter davantage (contre 36 % pour celles du secteur des arts et loisirs et 31 % en moyenne) (graphique 20). Entre-temps, plus de 60 % des entreprises du secteur de l'agriculture et de la foresterie (un autre secteur où la part de l'emploi des petites entreprises est élevée) ont cité la hausse des taux d'intérêt et des coûts du service de la dette comme des obstacles à surmonter au cours des trois prochains mois. Près de 50 % des entreprises des secteurs du transport et de la construction ont également cité le coût du service de la dette comme un obstacle (graphique 21).

Les insolvabilités ont augmenté au cours des 12 derniers mois, mais la tendance à long terme indique des niveaux comparables à ceux d'avant la COVID (graphique 22 à la page 9). Cela dit, certains secteurs ont connu une flambée d'insolvabilités jusqu'à présent cette année, et certains ont même dépassé leur moyenne

GRAPHIQUE 20

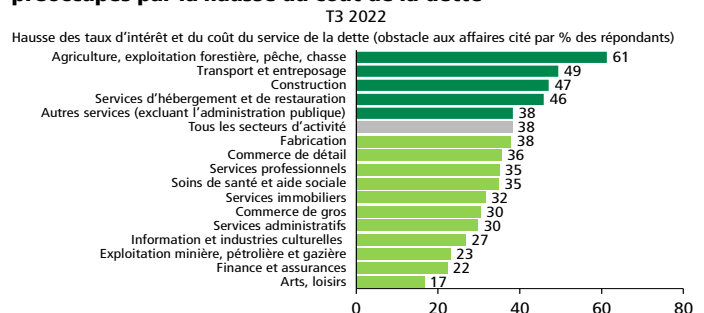
Ontario : les services d'hébergement et de restauration sont ceux qui déclarent la plus faible capacité à s'endetter davantage



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 21

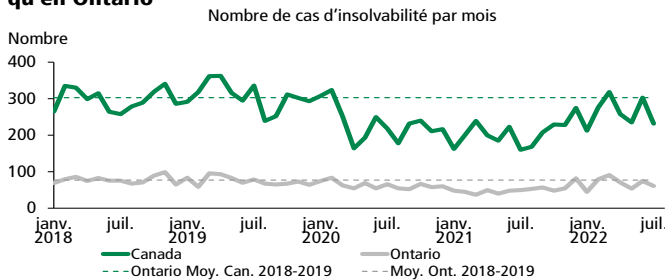
Ontario : l'agriculture et l'exploitation forestière, suivies du transport et de la construction, sont les secteurs les plus préoccupés par la hausse du coût de la dette



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 22

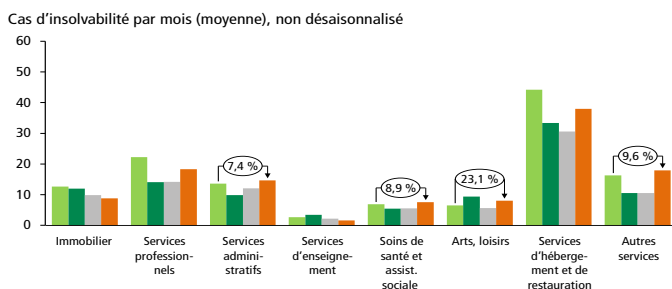
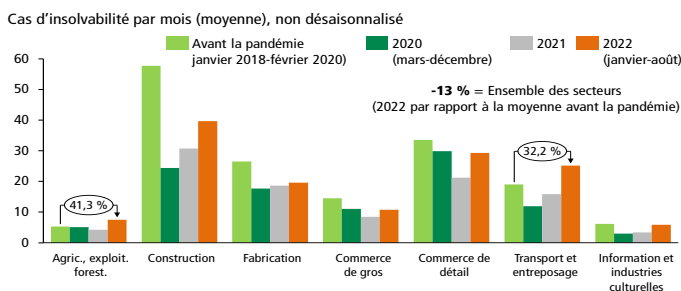
Le nombre de cas d'insolvabilité est à la hausse au cours des 12 derniers mois, mais la tendance à long terme montre des niveaux similaires à ceux d'avant la pandémie, tant au Canada qu'en Ontario



Sources : Industrie Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 23

Certains secteurs ont connu un pic de cas d'insolvabilité en 2022, dont certains à des niveaux au-dessus de la moyenne d'avant la pandémie



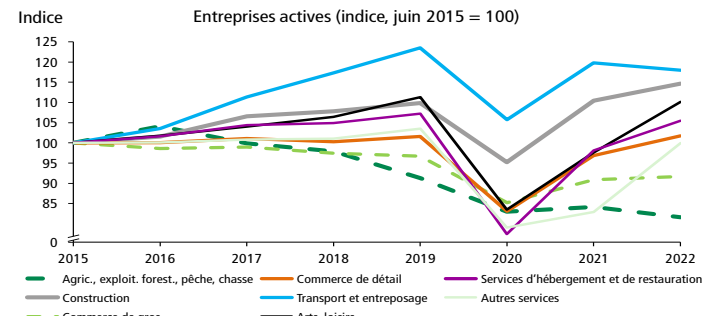
Sources : Industrie Canada et Desjardins, Études économiques

mensuelle pré-pandémique (notamment le transport, les arts et les loisirs et les autres services) (graphique 23).

Enfin, pour ce qui est de la création d'entreprises, la plupart des secteurs en Ontario ont connu plus d'ouvertures que de fermetures jusqu'à présent en 2022. Deux d'entre eux ont enregistré des fermetures nettes : le secteur de l'agriculture et de la foresterie ainsi que celui du transport et de l'entreposage. Le nombre d'entreprises actives demeure inférieur au niveau pré-pandémique pour ces secteurs, comme c'est également le cas pour le commerce de gros et les autres services. Notons que des signes de consolidation ont déjà été observés à plus long terme pour l'agriculture et la foresterie ainsi que pour le commerce de

GRAPHIQUE 24

Ontario : la consolidation dans les secteurs de l'agriculture et du commerce de gros est antérieure à la pandémie



Sources : Haver et Desjardins, Études économiques

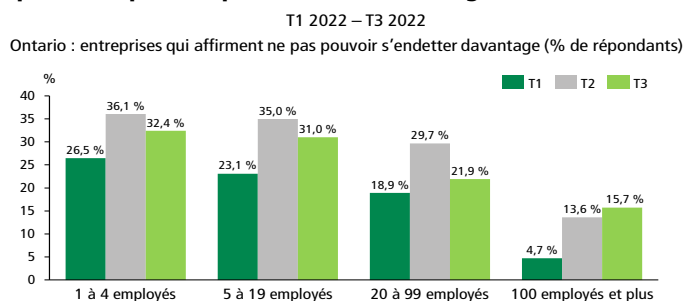
Remarque : * données pour le mois de juin de chaque année

gros, de sorte que cela n'est pas nécessairement un signe de faible rendement sectoriel (graphique 24).

Selon l'[Enquête canadienne sur la situation des entreprises](#) la plus récente, les entreprises comptant de 1 à 19 employés sont les plus susceptibles de déclarer qu'elles ne peuvent pas s'endetter davantage, avec près d'un tiers des répondants (graphique 25). Ces entreprises sont aussi celles qui sont le plus préoccupées par le maintien d'un flux de trésorerie suffisant. Cela illustre bien la situation financière fragile dans laquelle se trouvent aujourd'hui bon nombre d'entreprises après avoir réussi à relever les nombreux défis posés par la pandémie.

GRAPHIQUE 25

Une plus grande proportion de petites entreprises affirme qu'elles ne peuvent pas s'endetter davantage



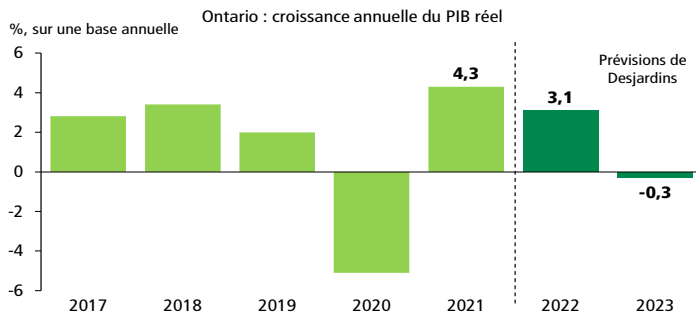
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Les perspectives à court terme s'annoncent difficiles pour l'Ontario

Alors que l'économie ontarienne vient tout juste de reprendre pied après deux années de perturbations, l'horizon s'assombrit. Nous prévoyons que la croissance économique dans la plus grande province du Canada ralentira pour atteindre 3,1 % en 2022 et pourrait éventuellement se contracter en 2023 (graphique 26 à la page 10). Cela s'explique par la vulnérabilité de l'économie ontarienne aux corrections du marché de

GRAPHIQUE 26

L'activité économique ralentira considérablement jusqu'à la fin de 2023



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

l'habitation provoquées par la hausse rapide des taux d'intérêt et de la faible abordabilité au marché.

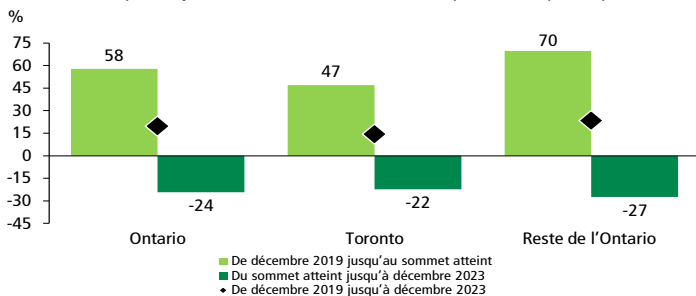
Cette évolution s'applique tout particulièrement aux collectivités qui ont connu une augmentation substantielle de l'activité du marché de l'habitation pendant la pandémie, qui a largement amorcé une correction cette année (pour en savoir plus, voir notre plus récent [Point de vue économique](#) sur les perspectives du marché de l'habitation canadien). En général, ces collectivités se trouvent à quelques centaines de kilomètres de la RGT, dont certains grands centres comme London, Hamilton, St. Catharines-Niagara et Windsor (graphique 27). Par contre, les collectivités plus éloignées, comme Sudbury et Thunder Bay, devraient connaître un ralentissement plus modeste du marché de l'habitation. En conséquence, l'activité du secteur de la construction devrait se modérer dans la plupart des collectivités de l'Ontario, ce qui atténuera les pénuries de main-d'œuvre et freinera la croissance des salaires.

Bien que cette évolution du secteur de la construction et de l'immobilier soit relativement bien comprise, du moins en ce qui concerne l'orientation du secteur, les perspectives sont plus difficiles pour d'autres secteurs comptant une forte présence de petites entreprises. Prenons l'exemple des services

GRAPHIQUE 27

Les plus fortes variations de prix en Ontario se produiront en fin de compte à l'extérieur de la région du grand Toronto

Variation du prix moyen des maisons en Ontario : avant, pendant et après la pandémie

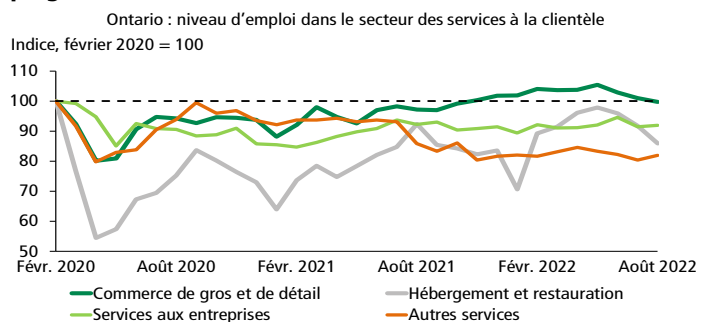


Sources : Association canadienne de l'immobilier et Desjardins, Études économiques

d'hébergement et de restauration. À mesure que l'économie canadienne s'éloigne de la volatilité causée par les confinements, l'activité économique dans ce secteur renoue avec un rythme plus normal. En Ontario, l'emploi dans ce secteur a même diminué au cours des derniers mois (graphique 28). On peut en dire autant d'autres secteurs fortement axés sur les petites entreprises, comme ceux du commerce de gros et de détail et des autres services. Malheureusement, ce sont aussi les secteurs qui ont déclaré être le moins en mesure de s'endetter davantage dans la plus récente Enquête canadienne sur la situation des entreprises.

GRAPHIQUE 28

L'emploi dans le secteur des services à la clientèle a progressivement tendance à diminuer



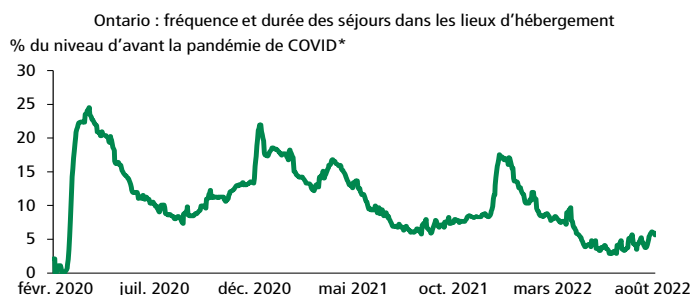
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Mais il y a des raisons d'être optimistes. Le prochain ralentissement économique aura probablement des caractéristiques plus typiques de ceux des années 1980 et 1990, qui ont résulté de la hausse des taux d'intérêt. Ces récessions se ressentent généralement de façon plus aiguë dans les secteurs de production de biens, alors que les petites entreprises se trouvent le plus souvent dans les secteurs de production de services. Par ailleurs, nous nous attendons à ce que le taux de chômage augmente, mais le marché du travail devrait mieux s'en tirer que durant les récessions passées. Un ralentissement de l'économie devrait également contribuer à réduire la pression exercée par l'inflation des coûts des facteurs de production et les pénuries de main-d'œuvre qui s'avèrent si préoccupantes. Enfin, bien que l'inflation élevée ait rogné le pouvoir d'achat des dépôts et que la chute de la valeur des actifs ait érodé la richesse, le niveau d'épargne des ménages reste élevé.

Cela dit, une incertitude notable dans les perspectives à court terme des petites entreprises de l'Ontario est le retour au bureau après la pandémie. Les Ontariens reviennent au travail en présentiel, quoique progressivement (graphique 29 à la page 11). Selon l'*Enquête canadienne sur la situation des entreprises*, la majorité des entreprises de la plupart des secteurs au Canada prévoient travailler exclusivement en présentiel à court terme. Mais il y a des exceptions, notamment les secteurs des services professionnels, de l'industrie de l'information et de l'industrie culturelle ainsi que de la finance et des assurances,

GRAPHIQUE 29

Les gens travaillent de moins en moins souvent à domicile



*La moyenne mobile sur sept jours du niveau de référence est la valeur médiane, pour le jour de la semaine correspondant, pendant la période de cinq semaines allant du 3 janvier au 6 février 2020.

Sources : Google Community Mobility Reports et Desjardins, Études économiques

qui représentent près de 20 % de l'emploi en Ontario et plus de 20 % du PIB. Les activités de ces secteurs ont des répercussions importantes sur les petites entreprises en Ontario, et encore plus dans les régions de la province où elles représentent une part plus importante de l'activité économique. Les employés de ces secteurs pourraient continuer à travailler exclusivement à distance et dans des circonstances hybrides ou bien ils pourraient renouer avec les pratiques antérieures à la COVID. L'avenir nous le dira.

Une vision à long terme de l'économie de l'Ontario

Bien que l'économie de l'Ontario soit susceptible de ralentir jusqu'en 2023, nous nous attendons à ce que toute récession éventuelle soit courte et légère. En même temps, certains facteurs structurels à long terme contribueront à soutenir l'économie ontarienne et, par le fait même, les petites entreprises.

Les perspectives en matière d'immigration constituent le premier d'entre eux. De 2022 à 2024, le [gouvernement du Canada](#) a l'intention d'admettre environ 445 000 immigrants par an, soit plus de 1,3 million en trois ans. Entre 2015 et 2020, la part des immigrants internationaux destinés à l'Ontario est passée de plus de 36 % à 47 %. Bien que les prix élevés des matières premières puissent rediriger une partie des prochains immigrants vers les provinces riches en ressources, l'Ontario restera probablement la principale destination de la migration internationale au Canada, contribuant ainsi à compenser le frein économique et budgétaire que représente le vieillissement de la population. Cela contribuera également à remédier à la pénurie de main-d'œuvre que le Baromètre des affaires de la FCEI a recensée comme un facteur clé limitant la capacité des petites entreprises à augmenter leurs ventes ou leur production (voir l'annexe 1 à la page 13 pour en savoir plus sur l'incidence de la pénurie de main-d'œuvre sur les petites entreprises et sur ce qu'elles font pour y remédier).

Deuxièmement, les tensions géopolitiques et la pandémie ont renforcé la nécessité de disposer de chaînes d'approvisionnement « au cas où ». Selon [Bloomberg](#), les références à la « délocalisation intérieure », à la « relocalisation » et à la

« délocalisation à proximité » lors des conférences téléphoniques sur les résultats d'entreprises du deuxième trimestre de 2022 ont atteint un niveau record. Cela pourrait contribuer à renforcer l'intégration des chaînes d'approvisionnement en Amérique du Nord, avec des avantages directs et indirects pour les petites entreprises du sud-ouest de l'Ontario et ailleurs (ex. : les petits fabricants ou grossistes pourraient décrocher de nouveaux contrats qui profitaient auparavant à des fournisseurs étrangers). Cela pourrait aussi contribuer à améliorer la productivité à mesure que les entreprises canadiennes adoptent de nouvelles technologies et de nouveaux processus. Or, il est important de garder à l'esprit que le mouvement vers une plus grande relocalisation des chaînes d'approvisionnement en est qu'à ses débuts, et que tous les secteurs d'activité n'en profiteront pas au même rythme ni au même degré (voir l'annexe 2 à la page 17 pour en savoir plus sur les perturbations des chaînes d'approvisionnement et sur ce que les entreprises font pour y remédier).

Troisièmement, la transition énergétique a renforcé le besoin de sécuriser l'approvisionnement en minéraux critiques. Le Nord de l'Ontario est riche de ces ressources, dont beaucoup ont été répertoriées, mais demeurent inexploitées. Tout comme le secteur de la fabrication, le développement de ces ressources sera dominé par les grands acteurs, étant donné les horizons d'investissement lointains. Mais il y aura des retombées importantes pour les petites entreprises dans les collectivités qui bénéficieront de la flambée d'activités attendue dans le secteur des ressources (voir l'annexe 3 à la page 22 pour en savoir plus sur les effets de la transition verte sur les entreprises canadiennes).

Enfin, des investissements accrus dans les solutions technologiques et numériques aideront les petites entreprises à atténuer les difficultés que posent la pénurie de main-d'œuvre, les perturbations aux chaînes d'approvisionnement et la transition énergétique. En Ontario, des organisations comme [MaRS](#) se consacrent à donner aux entreprises canadiennes de science et de technologie accès à des ressources pour soutenir chaque étape de la croissance. Parmi ses nombreuses initiatives, MaRS accélère l'intégration de l'intelligence artificielle dans l'ensemble des chaînes d'approvisionnement. Ce genre d'activité contribue à faire baisser le coût des investissements dans les solutions technologiques et numériques. Parallèlement, d'autres organisations aident les entreprises à accéder à des ressources pour soutenir l'investissement ainsi qu'à des connaissances plus larges pour accélérer le développement des affaires.

Conclusion

La pandémie a été éprouvante pour toutes les entreprises, mais particulièrement pour les petites entreprises. Et après la brève reprise qui a suivi la fin des confinements, les perspectives sont de nouveau incertaines tandis que la hausse des coûts d'emprunt fait tourner l'économie au ralenti. Cette situation engendrera des

difficultés pour les petites entreprises dans tous les secteurs de l'économie cette année et l'année prochaine.

Néanmoins, au-delà du court terme, les perspectives de croissance économique en Ontario et, par extension, de petites entreprises sont plus positives. Les niveaux élevés d'immigration, la relocalisation en réponse aux tensions géopolitiques et à la pandémie, et l'abondance, en Ontario, de minéraux critiques nécessaires à la transition énergétique placent la province et les petites entreprises en bonne position pour connaître une prospérité dans le futur.

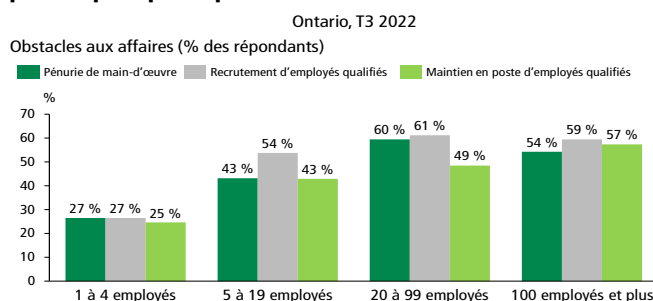
Annexe I

Comment les petites entreprises composent-elles avec la pénurie de main-d'œuvre?

La pénurie actuelle de main-d'œuvre en Ontario et ailleurs n'est en aucun cas un problème propre aux petites entreprises. En fait, les préoccupations relatives à la pénurie de main-d'œuvre sont plus répandues parmi les entreprises ontariennes de 100 employés et plus (54 %) et de 20 à 99 employés (60 %). En revanche, les plus petites entreprises se disent moins touchées (25 % pour celles comptant de 1 à 4 employés, 43 % pour celles comptant de 5 à 19 employés), selon l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises, troisième trimestre de 2022 (graphique 1.1).

GRAPHIQUE 1.1

Ontario : les entreprises de plus de 20 employés sont les plus préoccupées par la pénurie de main-d'œuvre



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

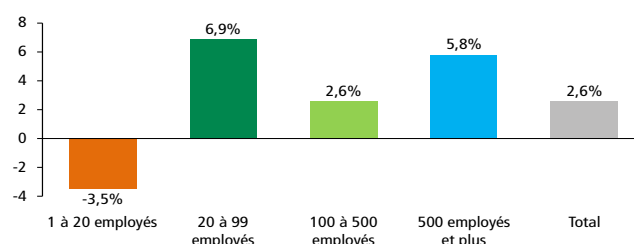
Pourtant, les très petites entreprises semblent avoir du mal à embaucher au même rythme que leurs homologues plus grandes, selon les derniers chiffres de l'emploi au Canada. C'est dans les entreprises de 20 à 99 employés (+6,9%) et dans celles de plus de 500 employés (+5,8%) que l'emploi a progressé le plus rapidement, tandis que les très petites entreprises (de 1 à 20 employés) ont enregistré un recul de l'emploi en septembre 2022, par rapport à septembre 2021 (graphique 1.2).

Bien qu'elle reste une préoccupation importante pour les entreprises, la pénurie de main-d'œuvre pourrait s'atténuer dans les mois à venir en raison d'un apaisement attendu du marché du travail canadien, qui est très tendu. On en observe peut-être déjà les premiers signes. En septembre, le [Baromètre des affaires de la FCEI](#) signalait une baisse de l'indicateur de pénurie de main-d'œuvre qualifiée, 51 % des entreprises indiquant que la pénurie de main-d'œuvre qualifiée limitait leur capacité à augmenter les ventes et la production (en baisse par rapport au pic de 56 % atteint en juillet 2022).

GRAPHIQUE 1.2

Canada : les entreprises de moins de 20 employés ont connu une baisse de l'emploi au cours des 12 derniers mois

Croissance de l'emploi (%) selon la taille de l'entreprise, Canada, septembre 2022 par rapport à septembre 2021



Sources : Haver et Desjardins, Études économiques

Les petites entreprises peuvent s'appuyer sur la culture et la flexibilité du lieu de travail pour attirer les talents

Les petites entreprises peuvent sembler désavantagées dans la course aux talents face aux grandes entreprises, et ce, pour plusieurs raisons : un budget limité pour le recrutement, une moindre reconnaissance de la marque, un manque d'accès au même type de flux de trésorerie, de crédit et d'économies d'échelle, dont bénéficient les grandes entreprises. Il est donc plus difficile pour les petites entreprises d'offrir des conditions telles que des salaires compétitifs ou des primes d'embauche.

Néanmoins, comme les travailleurs recherchent de plus en plus des facteurs dits relationnels lorsqu'ils acceptent un emploi (« flexibilité, appartenance à une communauté et culture inclusive », selon [McKinsey](#)), les petites entreprises peuvent se tourner vers d'autres atouts qui les distinguent des grandes entreprises : des possibilités de croissance et de perfectionnement, de la flexibilité pour travailler à distance / pour essayer de nouvelles choses, une plus grande influence sur l'orientation de l'entreprise, l'accès à ses dirigeants, et une culture d'entreprise distinctive (ex. : à caractère communautaire, propice aux familles). En ce qui concerne les avantages extrasalariaux, comme les régimes d'assurance collective (santé physique, santé mentale, etc.), l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes a signalé un intérêt accru pour les régimes d'entreprise, surtout de la part de petits employeurs, en 2021 ([The Globe & Mail, 2022](#)).

Inflation élevée : un répit à l'horizon

Avec la hausse des coûts des facteurs de production et des salaires, la capacité des petites entreprises à transmettre ces

coûts à leurs clients peut être inégale. Tandis qu'environ 60 % des entreprises canadiennes prévoient augmenter leurs prix de vente au cours des trois prochains mois, la question est de savoir de combien. Les secteurs les plus durement touchés par la hausse des coûts des facteurs de production, comme l'agriculture et la fabrication, pourraient être en mesure de transférer une partie de l'augmentation des prix. Toutefois, les secteurs de la consommation, qui sont plus sensibles à l'évolution de la demande, verront probablement leurs marges réduites, car une flambée des prix pourrait bien décourager les clients qui surveillent leurs dépenses discrétionnaires. Compte tenu de leur caractère discrétionnaire, les secteurs des arts et des loisirs, des services d'hébergement et de restauration, de même que certains secteurs du commerce de détail pourraient donc être en difficulté. Pourtant, 80 % des entreprises d'hébergement et de restauration prévoient des hausses de prix au cours des trois prochains mois.

Un répit pourrait toutefois se profiler à l'horizon. Le marché du travail montre des signes d'assouplissement, ce qui réduira les pressions sur les salaires. On s'attend également à ce que l'inflation diminue, car l'incidence des hausses de taux d'intérêt imposées par la Banque du Canada se fait sentir. Cela réduira la probabilité d'une spirale inflationniste salaires-prix.

La technologie au secours de la pénurie de main-d'œuvre

Tandis que certaines entreprises augmentent les salaires pour attirer les travailleurs, d'autres connaissent plus de succès avec des solutions comme l'automatisation. Selon un [rapport de recherche publié par la FCEI en décembre 2021](#), le taux de succès des PME qui avaient investi dans l'automatisation pour remédier aux problèmes de main-d'œuvre était le plus élevé (81 %) parmi un éventail de mesures prises. En revanche, bien qu'employée par un plus grand nombre d'entreprises, l'augmentation des salaires avait un taux de succès beaucoup plus faible (31 %) (graphique 1.3).

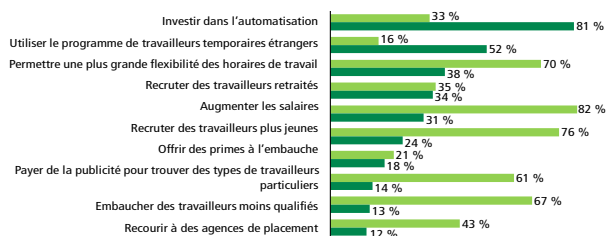
GRAPHIQUE 1.3

Si l'augmentation des salaires est la solution la plus courante, son taux de succès est beaucoup plus faible que celui de l'investissement dans l'automatisation

Canada, décembre 2021

Mesures pour aider à résoudre les problèmes de dotation en personnel

■ Taux d'utilisation (%) ■ Taux de succès (%)



Sources : FCEI et Desjardins, Études économiques

L'automatisation s'impose dans certains secteurs, notamment ceux de l'informatique et de l'électronique, des produits pharmaceutiques, des produits chimiques, de l'énergie et de la logistique (par l'intermédiaire de la technologie de l'Internet des objets [IdO], par exemple), pour n'en citer que quelques-uns. De plus, étant donné la prépondérance de la pénurie de main-d'œuvre, des investissements dans l'automatisation ont également été réalisés dans l'industrie alimentaire, notamment dans les chaînes de restaurants ([Forbes, 2022](#)).

Néanmoins, il existe certains obstacles à une adoption plus rapide de la robotisation. En tête de liste figurent les coûts (qui peuvent sembler prohibitifs pour les petites entreprises), le manque de travailleurs qualifiés pour faire fonctionner les nouvelles machines, les problèmes de compatibilité (ex. : entre différents dispositifs robotisés) ou le manque d'intérêt des propriétaires d'entreprises pour ce type d'investissements.

La numérisation (qui englobe l'expérience client, les données et l'analytique, etc.) est un autre facteur d'amélioration de la productivité lié à l'automatisation, mais qui va encore plus loin. Une récente [étude de la BDC](#) a révélé que les PME se trouvant à un stade avancé de maturité numérique affichaient une croissance plus forte, moins de difficultés d'accès au financement, plus d'innovation et d'investissement et une plus grande résilience. Et il y a de la marge pour que les petites entreprises se développent dans ce domaine, puisque les PME les plus petites ont obtenu un résultat inférieur en matière de numérisation (graphique 1.4). Si les PME des secteurs de la technologie, de l'information et de la communication (TIC) et de la fabrication ont tendance à obtenir les meilleurs résultats, d'autres secteurs comme les services aux particuliers et la construction sont à la traîne (graphique 1.5 à la page 15).

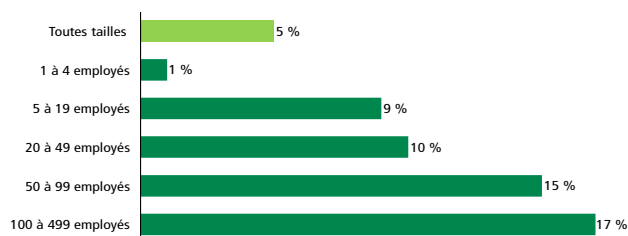
Les principaux enjeux de la numérisation sont le coût, la cybersécurité, le rendement incertain du capital investi et l'intégration technologique. Selon l'enquête de la BDC auprès des entreprises, « il ne s'agit pas seulement d'intégrer la nouvelle technologie aux systèmes existants (un défi majeur pour 49 %

GRAPHIQUE 1.4

Les grandes PME ont tendance à être plus matures sur le plan numérique

Canada, 2021

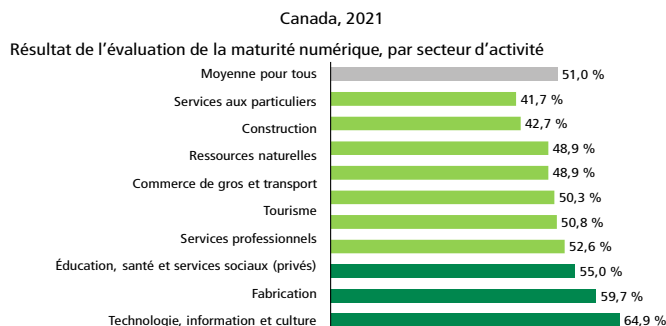
Pourcentage de PME avancées dans l'adoption des technologies numériques, par taille d'entreprise



Sources : BDC (Enquête sur l'évaluation de la maturité numérique, 2021, 1 599 répondants)

GRAPHIQUE 1.5

Les PME des secteurs de la TIC, du commerce de détail et de la fabrication ont une plus grande maturité numérique



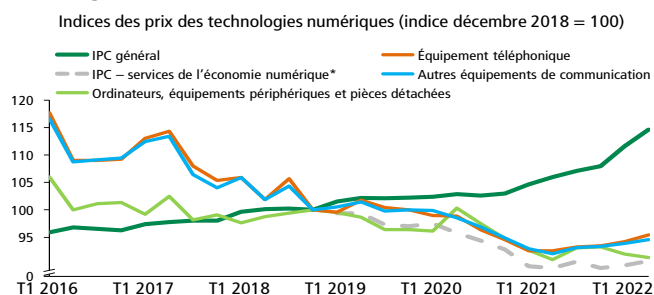
Sources : BDC (Enquête sur l'évaluation de la maturité numérique, 2021, 1 599 répondants)

des entreprises), mais de trouver le temps et les ressources nécessaires pour intégrer la technologie au sein de l'entreprise (un défi majeur pour 62 % des entreprises) ».

Sur le plan du coût, cependant, la technologie est de plus en plus abordable pour les petites entreprises (graphique 1.6), ce qui favorisera une plus grande adoption. Des programmes financés par le gouvernement fédéral encouragent également l'adoption du numérique. Ainsi, le programme [Améliorez les technologies de votre entreprise](#) offre un soutien financier aux PME canadiennes, comme les petites entreprises manufacturières et alimentaires, pour qu'elles acquièrent de nouvelles technologies.

GRAPHIQUE 1.6

Bonne nouvelle pour les petites entreprises : le coût des technologies est en baisse



Remarques : Statistique Canada, tableaux 18-10-0004-01 et 18-10-0269-01.

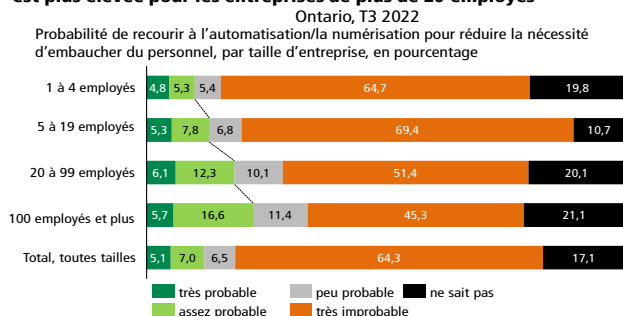
*La série commence en 2019.

Sources : BDC, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

En ce qui concerne l'avenir, seulement 10 % à 20 % des entreprises ontariennes interrogées au troisième trimestre de 2022 ont déclaré qu'il était très probable ou plutôt probable qu'elles adoptent des technologies d'automatisation et numérique susceptibles de réduire l'embauche au cours des 12 prochains mois (graphique 1.7). Cependant, il est encourageant de constater que les entreprises de 20 à 99 employés sont celles qui ont le plus souvent répondu « très probable », devançant même les grandes entreprises.

GRAPHIQUE 1.7

La probabilité d'adopter l'automatisation et les technologies numériques pour réduire la nécessité d'embaucher du personnel est assez faible, mais elle est plus élevée pour les entreprises de plus de 20 employés

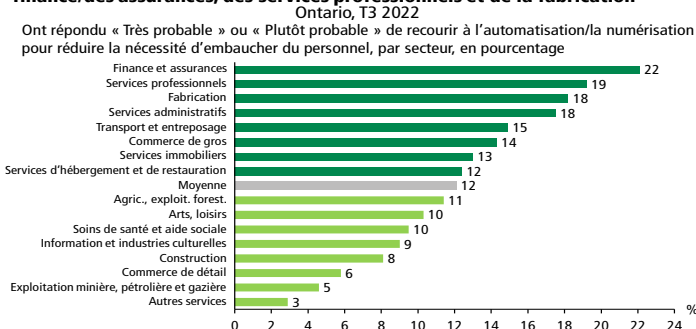


Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Au niveau sectoriel, les entreprises qui se disent « très susceptibles » ou « plutôt susceptibles » d'automatiser et/ou de numériser pour réduire l'embauche sont les secteurs de la finance et des assurances, des services professionnels, de la fabrication et des services administratifs (graphique 1.8). Celles des secteurs des autres services, du commerce de détail et de la construction – qui comptent tous une forte proportion de petites entreprises – ainsi que celles appartenant au secteur de l'exploitation minière, pétrolière et gazière obtiennent les résultats les plus faibles. Les perspectives incertaines de l'économie peuvent expliquer la réticence des entreprises de ces secteurs à réaliser des investissements importants pour le moment. Il sera intéressant d'observer l'évolution de cette tendance au fur et à mesure que les perspectives se préciseront. Même si un ralentissement économique atténue la pénurie de main-d'œuvre, le vieillissement de la population active signifie que tout répit ne sera que temporaire, si bien que l'investissement dans l'automatisation demeure une priorité absolue.

GRAPHIQUE 1.8

La probabilité de recourir à l'automatisation/la numérisation pour réduire la nécessité d'embaucher du personnel est la plus élevée dans les secteurs de la finance/des assurances, des services professionnels et de la fabrication



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Formation et accréditations de compétences dans les petites entreprises

L'automatisation et la numérisation continueront à transformer les types de compétences et de spécialisations requises dans de nombreuses entreprises. Comment les petites entreprises contribuent-elles à la formation et à l'accréditation (par des titres de compétences) des travailleurs, et donc à l'amélioration de la productivité?

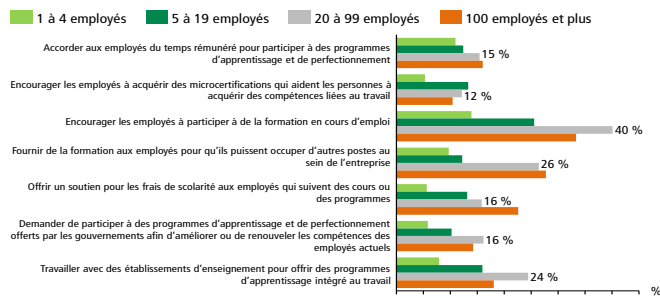
Une enquête de Statistique Canada du premier trimestre de 2022 montre que les entreprises de 20 à 99 employés sont au moins aussi susceptibles que les grandes entreprises de se lancer dans la formation en cours d'emploi (40 % des entreprises ayant des plans à cet égard au cours des 12 prochains mois). Travailler avec des établissements d'enseignement pour offrir des programmes d'apprentissage intégrés au travail, tels que des programmes coopératifs, des stages et des apprentissages, figure également en tête des priorités. Cela dit, les très petites entreprises (1 à 4 employés) sont généralement moins susceptibles d'offrir des programmes de formation que les plus grandes entreprises (graphique 1.9).

GRAPHIQUE 1.9

Les entreprises de 20 à 99 employés sont actives sur le plan de la formation des employés

Ontario, T1 2022

Projets concernant le recrutement, le maintien en poste et la formation au cours des 12 prochains mois (%)



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Annexe 2

Comment les petites entreprises composent-elles avec les difficultés liées aux chaînes d'approvisionnement?

Les entreprises canadiennes connaissent bien les eaux agitées du commerce mondial. La part des échanges internationaux par rapport au PIB étant l'une des plus élevées des pays du G7, les entreprises canadiennes ont appris depuis longtemps à s'adapter aux vents changeants du commerce mondial. Elles ont dû faire face à l'émergence de la Chine et d'autres marchés émergents sur la scène mondiale et à la négociation (et renégociation) de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), entre autres, événements majeurs. Malgré tout, les exportateurs canadiens ont résisté à la tempête.

Puis, dans l'environnement commercial mondial hautement intégré, mais politiquement vulnérable, est survenu la pandémie de COVID-19. Alors que le secteur de la fabrication en Europe et en Amérique du Nord s'est arrêté en grande partie à cause des fermetures imposées par les autorités de santé publique, les vulnérabilités sont devenues douloureusement évidentes. Les pays n'ont même pas pu avoir accès aux produits de base nécessaires au fonctionnement de leurs systèmes de santé et de leurs économies, tels que les équipements de protection individuelle (EPI). Cela a entraîné une concurrence internationale pour des produits essentiels.

Mais il n'y a pas que les produits de première nécessité. L'accès à tous les produits finis et intermédiaires est devenu très difficile dans le monde entier (graphique 2.1). Cette situation a posé des problèmes considérables aux entreprises, qui ont été contraintes d'augmenter considérablement leurs commandes pour répondre à une demande exponentielle et à un appauvrissement des stocks, ce qui a entraîné une hausse des frais d'expédition (graphique 2.2). Et comme la majorité des produits ont vu leurs

GRAPHIQUE 2.1

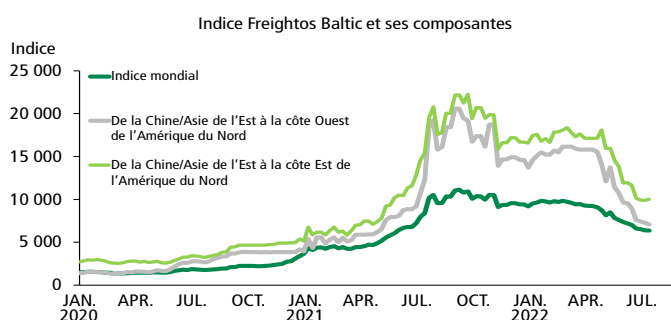
Les pressions sur les chaînes d'approvisionnement se sont atténuées



Sources : Federal Reserve Bank de New York et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 2.2

La normalisation des tarifs du transport en conteneur se poursuit



Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques

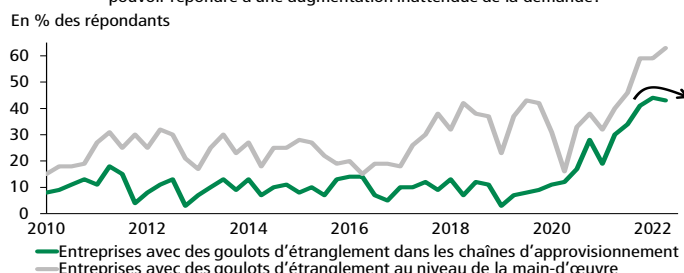
prix augmenter comme jamais depuis des décennies, il est devenu très difficile de les remplacer par des produits moins coûteux.

Heureusement, notre [étude](#) laisse croire que les pires difficultés des chaînes d'approvisionnement sont probablement derrière nous. Or, même si le pire semble avoir été atteint, les chaînes d'approvisionnement demeurent contraignantes. D'après l'[Enquête sur les perspectives des entreprises](#) de la Banque du Canada la plus récente, la proportion d'entreprises indiquant que les goulots d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement constituent l'obstacle le plus important à leur capacité de répondre à une augmentation inattendue de la demande n'a que légèrement diminué par rapport à son niveau record du premier trimestre de cette année (graphique 2.3). La

GRAPHIQUE 2.3

Les problèmes de chaînes d'approvisionnement continuent d'être un obstacle majeur pour les entreprises canadiennes

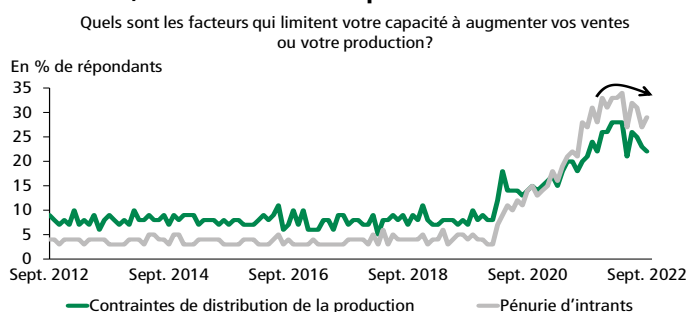
Quels seraient les obstacles ou les goulots d'étranglement les plus importants s'il fallait pouvoir répondre à une augmentation inattendue de la demande?



Sources : Banque du Canada et Desjardins, Études économiques

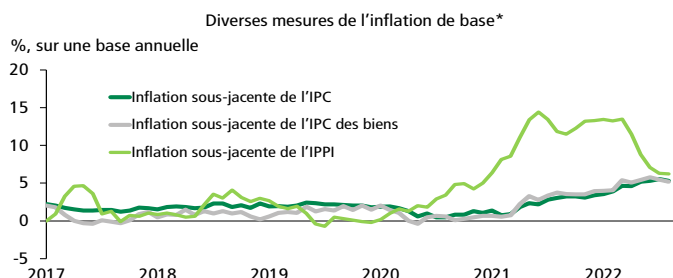
dernière [Enquête canadienne sur la situation des entreprises](#) de Statistique Canada ne fait que renforcer le fait que les problèmes liés aux chaînes d'approvisionnement ont persisté au troisième trimestre de 2022. Si l'on s'intéresse de plus près aux petites et moyennes entreprises (PME), les réponses au sondage du [Baromètre des affaires](#) de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) révèlent que celles-ci sont également aux prises avec des chaînes d'approvisionnement qui s'assouplissent, mais qui sont encore fortement limitées (graphique 2.4).

GRAPHIQUE 2.4 Les contraintes liées aux chaînes d'approvisionnement s'atténuent, mais restent élevées pour les PME



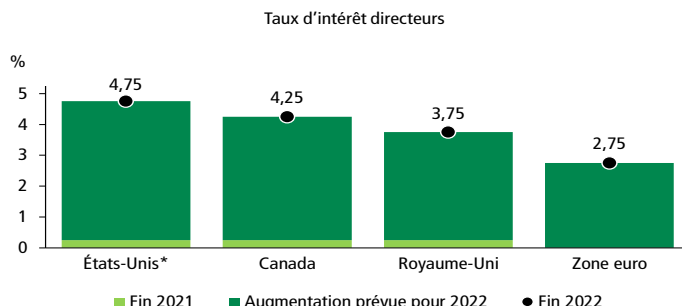
Il importe de souligner que l'atténuation des problèmes des chaînes d'approvisionnement a déjà commencé à se manifester dans le ralentissement rapide des prix à la production, même en excluant l'alimentation et l'énergie (graphique 2.5). Bien que ce recul de l'inflation des prix des biens ne commence qu'à paraître dans l'indice de référence des prix à la consommation, la recherche de [Flexport](#) – une plateforme technologique qui analyse des informations en matière de logistique – indique que la réduction de la pression sur la chaîne logistique aux États-Unis et en Europe est principalement attribuable au ralentissement de la demande. La baisse de la demande des ménages découle en grande partie de la hausse des taux d'intérêt imposée par les

GRAPHIQUE 2.5 Bien qu'elle reste élevée, l'inflation de base commence à s'atténuer



banques centrales pour contrôler l'inflation (graphique 2.6). Cette hausse a tendance à frapper plus rapidement et plus fort les pans de l'économie qui sont sensibles aux taux d'intérêt, comme l'immobilier et la consommation des biens, et les données sur le commerce en Chine et ailleurs indiquent qu'elle commence à avoir l'effet escompté.

GRAPHIQUE 2.6 Les principales banques centrales relèvent leurs taux de manière agressive pour lutter contre l'inflation



*Limite supérieure de la fourchette cible du taux des fonds fédéraux
Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques

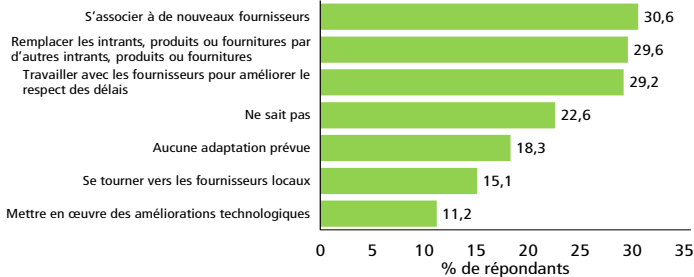
Malgré l'amélioration de la conjoncture pour les chaînes d'approvisionnement, un long chemin reste encore à parcourir pour qu'elles retournent à la normale. Des risques importants subsistent à l'horizon, comme les confinements en Chine en raison de la politique « zéro COVID » en vigueur dans le pays. La poursuite de l'intensification des tensions géopolitiques liées à des événements tels que la guerre en Ukraine présente également un risque. À ce jour, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a eu des conséquences significatives pour les chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale ainsi que pour les entreprises canadiennes. Selon [Chaîne d'approvisionnement](#) Canada, bien que la majorité des entreprises interrogées estiment que les sanctions internationales imposées à la Russie peuvent avoir une incidence sur leurs chaînes d'approvisionnement, moins d'un cinquième d'entre elles disposaient de suffisamment d'information pour se préparer en vue des perturbations potentielles. Cela illustre bien les défis auxquels les entreprises canadiennes font face lorsqu'elles sont confrontées aux chocs subis par les chaînes d'approvisionnement mondiales en raison de l'opacité de leurs réseaux de fournisseurs.

Ces facteurs et les événements liés à la pandémie ont polarisé de nouveau l'attention sur la gestion des stocks « au cas où », plutôt que la gestion « juste à temps ». Mais que font réellement les entreprises pour atténuer les risques de perturbations des chaînes d'approvisionnement? Selon une analyse de [Statistique Canada](#) portant sur le troisième trimestre de l'exercice en cours, les entreprises canadiennes ne restent pas les bras croisés devant les perturbations des chaînes d'approvisionnement (graphique 2.7 à la page 19). Bon nombre d'entre elles prévoient de travailler avec leurs fournisseurs actuels pour améliorer leur rapidité d'exécution, s'associer à de nouveaux fournisseurs et/ou

GRAPHIQUE 2.7

Les entreprises prévoient d'adapter leurs chaînes d'approvisionnement à l'avenir

Projets d'adaptation des chaînes d'approvisionnement au cours des 12 prochains mois



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

remplacent des intrants, des productions ou des fournitures par des substituts. Cela n'a rien de surprenant, puisqu'il s'agit d'approches testées et éprouvées pour faire face aux problèmes de chaînes d'approvisionnement. D'autres cherchent tout de même à établir des chaînes d'approvisionnement plus locales (ex. : la relocalisation ou la délocalisation à proximité) ou à investir dans la technologie ainsi que la recherche et le développement. Et c'est vraiment sur ces aspects que nous nous attendrions à voir un changement significatif de comportement des entreprises par rapport aux chaînes d'approvisionnement, si un changement survient bel et bien.

Rapprocher les chaînes d'approvisionnement

Si l'on se penche d'abord sur l'établissement de chaînes d'approvisionnement plus locales, on sait que ce sujet est revenu souvent dans les conversations depuis que Donald Trump a été élu président des États-Unis en 2016 en promettant de réduire le déficit commercial avec la Chine et de renégocier l'ALENA. Aux États-Unis, la [Reshoring Initiative](#) a constaté que la relocalisation s'est accélérée durant la pandémie et depuis le début de 2022 à la suite des perturbations des chaînes d'approvisionnement, de la déstabilisation du contexte géopolitique et de considérations relatives aux changements climatiques. En revanche, [une analyse réalisée par BDC et Deloitte](#) en 2021 sur la relocalisation a mené à la conclusion suivante : « Une certaine relocalisation semble se produire dans quelques secteurs canadiens, mais la tendance n'est pas aussi forte ici qu'aux États-Unis... seulement trois des seize industries canadiennes examinées présentent des signes évidents de relocalisation : fabrication de machines, fabrication de fournitures et de matériel médicaux, fabrication de boissons et de produits du tabac. » Quelques industries manufacturières affichent ce que le rapport appelle une « probabilité modeste de relocalisation » : alimentation, produits en bois, produits chimiques, produits en plastique et en caoutchouc, produits métalliques (tableau 2.1). Une autre industrie, celle des véhicules automobiles et des pièces, a montré des signes d'un phénomène parallèle appelé « délocalisation à proximité ». Il s'agit de la tendance à rapprocher la production dans un pays voisin, comme le Mexique.

TABEAU 2.1

Un petit sous-ensemble de secteurs semble engagé activement dans une relocalisation au Canada

Probabilité de relocalisation parmi certains secteurs d'activité canadiens

SECTEUR D'ACTIVITÉ	PROBABILITÉ DE RELOCALISATION
Fabrication de boissons et de produits du tabac	Forte
Fabrication de machines	Forte
Fabrication de fournitures et de matériel médicaux	Forte
Fabrication d'aliments	Modeste
Fabrication de produits en bois	Modeste
Fabrication de produits chimiques	Modeste
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	Modeste
Fabrication de produits métalliques	Modeste
Fabrication de produits du pétrole et du charbon	Faible
Fabrication de véhicules automobiles et de leurs pièces	Faible

Sources : Banque de développement du Canada (BDC) et Desjardins, Études économiques

Il est important de souligner que cette analyse pour le Canada a été réalisée avant l'accélération récente de l'inflation et la hausse subséquente des taux d'intérêt, deux facteurs qui ont mené à une augmentation considérable des coûts pour les entreprises. Malgré cela, un regard actualisé sur la relocalisation au Canada (basé sur l'approche décrite par BDC) n'indique pas que la tendance s'est inversée. Cette observation est attestée par le fait que des entreprises ont indiqué que très récemment, soit au troisième trimestre de 2022, il était plus difficile de remplacer des fournisseurs étrangers que des fournisseurs nationaux ([Chambre de commerce du Canada](#)). C'est le cas dans presque tous les secteurs, y compris ceux ayant une forte prévalence de petites entreprises, comme la construction, les services d'hébergement et de restauration et le commerce de gros et de détail. Ainsi, les petites entreprises ne cherchent pas à faire de la relocalisation ou de la délocalisation à proximité davantage que les grandes entreprises.

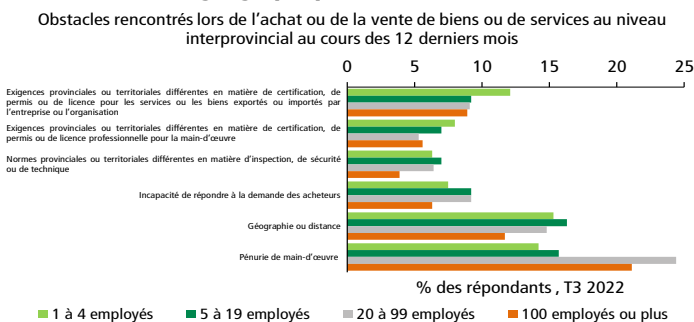
Faire davantage de commerce interprovincial

Sur le plan domestique, les entreprises peuvent accroître leur intégration aux chaînes d'approvisionnement canadiennes en faisant davantage de commerce interprovincial. Selon l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises au troisième trimestre de 2022, l'obstacle que les entreprises sont le plus susceptible de rencontrer actuellement lorsqu'elles achètent ou vendent des biens ou des services d'une province à l'autre est la pénurie de main-d'œuvre. Or, cela est très spécifique à la présente conjoncture économique. La géographie constitue également un obstacle important pour les entreprises canadiennes, mais qui ne peut être surmonté rapidement puisqu'il exige de nouveaux investissements importants dans l'infrastructure de transport interprovinciale.

En revanche, d'autres barrières non géographiques de longue date au commerce interprovincial ressortent, soit les barrières prohibitives (des lois provinciales/territoriales qui interdisent de manière non intentionnelle le commerce interprovincial, en imposant par exemple des restrictions à la vente d'alcool), techniques (des règlements s'appliquant spécifiquement à

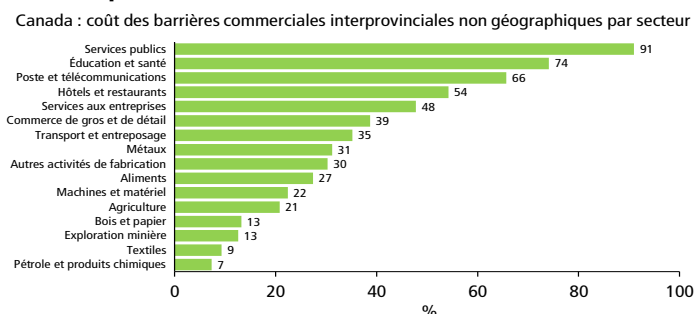
un secteur qui diffère entre les provinces et les territoires, comme les normes en matière de poids des véhicules) et les barrières réglementaires et administratives (permis, licences et autres formalités administratives provinciales et territoriales imposées aux entreprises qui exercent leurs activités dans de multiples territoires de compétence, comme la réglementation concernant le registre des entreprises) (Deloitte, 2021). Ces barrières domestiques au commerce de biens et de services sont ressenties de manière disproportionnée par les petites entreprises (graphique 2.8) (Chambre de commerce du Canada). Au niveau sectoriel, parmi les industries faisant face aux coûts les plus élevés rattachés aux barrières commerciales à l'échelle du Canada, notons les services d'hébergement et de restauration et le commerce de gros et de détail, qui ont tous une forte prévalence de petites entreprises. Alvarez, Krznar et Tombe (2019) estiment que l'élimination des barrières commerciales interprovinciales aurait pour effet d'accroître le PIB provincial réel par habitant, dans une fourchette de 7 % à plus de 22 %, et les provinces les plus petites et les plus éloignées en bénéficiant davantage (graphique 2.9). Bien qu'à l'extrémité inférieure de cette fourchette, en partie parce que les entreprises ontariennes de toutes tailles sont plus susceptibles de faire du commerce interprovincial que celles des autres provinces, l'Ontario serait tout de même un bénéficiaire économique net (graphique 2.10).

GRAPHIQUE 2.8 Les petites entreprises sont plus touchées par les obstacles commerciaux non géographiques



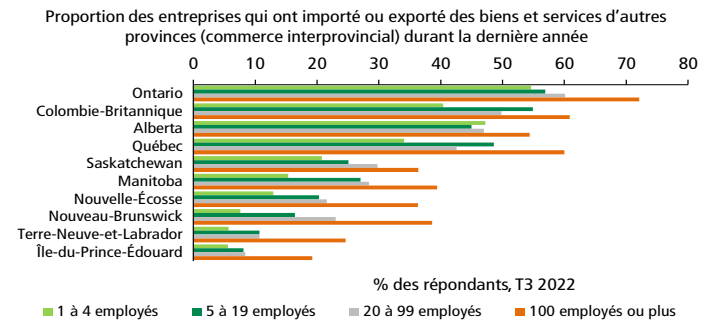
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 2.9 Les barrières commerciales non géographiques coûtent très cher aux entreprises canadiennes



Sources : Alvarez, Krznar et Tombe (2019) et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 2.10 L'Ontario devance toutes les autres provinces en matière de commerce interprovincial

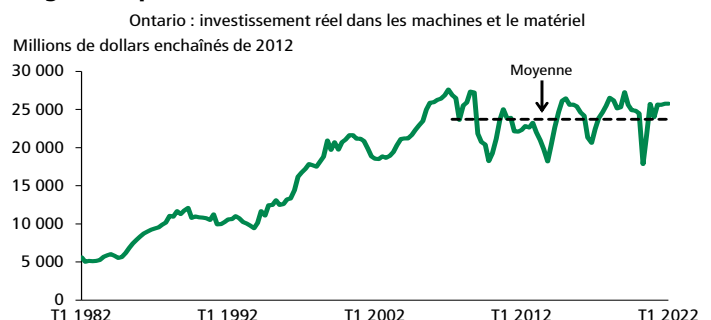


Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Investir dans des solutions technologiques et numériques

Une autre approche adoptée par les entreprises pour s'ajuster aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement consiste à investir dans des solutions technologiques et numériques. Selon une analyse du Laboratoire de données sur les entreprises de la Chambre de commerce du Canada d'après l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises au T3 2022 de Statistique Canada, « [les] problèmes de chaînes d'approvisionnement s'améliorent, mais la plupart des entreprises qui les rencontrent s'attendent à ce qu'ils persistent en 2023. » Cependant, au cours des 12 mois suivant août 2022, seulement 11 % des entreprises prévoient de mettre des améliorations technologiques en œuvre afin d'adapter leurs chaînes d'approvisionnement. Et ce nombre continue de diminuer au fur et à mesure que les problèmes des chaînes d'approvisionnement s'atténuent. En Ontario, l'investissement réel dans les machines et le matériel a atteint un sommet au premier trimestre de 2007 et est demeuré relativement stable depuis (graphique 2.11). Ce qui nous préoccupe, c'est que nous pouvons en conclure que les entreprises ontariennes n'investissent pas dans des solutions technologiques de manière significative pour composer avec des chaînes d'approvisionnement enchevêtrées. Cependant, en examinant

GRAPHIQUE 2.11 Les investissements dans les machines et le matériel en Ontario stagnent depuis 2007



Sources : ministère des Finances de l'Ontario et Desjardins, Études économiques

les données nationales qui sont plus détaillées, l'investissement réel dans les ordinateurs et les équipements périphériques au Canada continue d'augmenter à un rythme soutenu, atteignant un taux annualisé de près de 15 % au cours du premier semestre de 2022. Ainsi, il est possible que les entreprises de l'Ontario investissent dans des solutions technologiques pour surmonter les difficultés des chaînes d'approvisionnement, mais que ces investissements passent sous le radar en raison de lacunes de données.

Afin que les entreprises gèrent le risque de perturbations futures des chaînes d'approvisionnement, la [Banque de développement du Canada \(BDC\) recommande](#) « ... quelques pratiques efficaces qui pourraient protéger votre entreprise contre les bouleversements des chaînes d'approvisionnement. » En voici quelques-unes :

- ▶ Protégez votre production de façon proactive
 - Constituez des stocks en quantité plus grande
 - Embauchez des spécialistes des achats
 - Insistez pour obtenir des contrats à prix fixe
- ▶ Améliorez les processus de votre entreprise
 - Adoptez le numérique
 - Évaluez la rentabilité de chaque produit ou service
 - Trouvez des moyens d'accroître la rentabilité de votre exploitation
 - Consultez votre institution financière
- ▶ Évaluez vos besoins de financement supplémentaire

Parallèlement, la [Chambre de commerce de l'Ontario](#) a recommandé plusieurs initiatives que le gouvernement ontarien pourrait mettre en place pour répondre aux entreprises touchées par les perturbations des chaînes d'approvisionnement. En voici quelques-unes :

- ▶ La collaboration entre les secteurs public et privé est impérative
- ▶ Une stratégie de perfectionnement de la main-d'œuvre est nécessaire
- ▶ Nous devons faire entrer nos ports et nos infrastructures dans le 21^e siècle.

Annexe 3

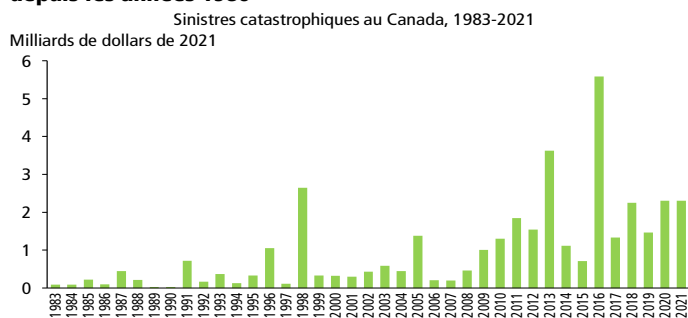
Les petites entreprises sont-elles prêtes pour la transition verte?

Quels sont les coûts et les risques des changements climatiques pour les entreprises?

Les événements climatiques extrêmes (inondations, tempêtes de grêle, feux de forêt, etc.) s'intensifient en fréquence et en gravité, les entreprises du Canada et du monde entier se retrouvent face à l'impératif de s'adapter aux risques liés aux changements climatiques, de les évaluer et de les atténuer. Plus particulièrement, les pertes commerciales attribuables à des événements catastrophiques ont augmenté de façon régulière au cours des quatre dernières décennies au Canada (graphique 3.1).

GRAPHIQUE 3.1

Les sinistres catastrophiques au Canada n'ont cessé d'augmenter depuis les années 1980



Sources : Rapport du BAC sur les assurances de dommages au Canada pour 2022 et Desjardins, Études économiques
Remarques : Sinistres + frais de règlement des sinistres en dollars de 2021. Les données de 2021 sont préliminaires.

Selon l'OMC, « les événements climatiques, qu'il s'agisse de sécheresses ou d'inondations, posent de sérieux défis aux petites entreprises dans un vaste éventail de secteurs, dont bon nombre sont liés au commerce international, comme l'agriculture et le tourisme ». D'autres secteurs exposés aux risques climatiques comprennent la foresterie et la pêche, ainsi que la fabrication et le commerce de détail et de gros – qui sont sensibles aux perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales.

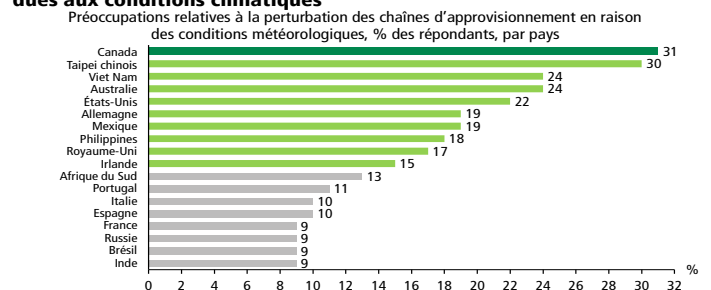
Les petites entreprises sont-elles inquiètes?

Des enquêtes menées à l'échelle mondiale ont reçu des réponses mitigées en ce qui concerne les petites et moyennes entreprises. Une enquête mondiale menée en juillet et en août 2021 par Meta auprès de 35 000 micros, petites et moyennes entreprises (MPME) a révélé que les répondants sont répartis en parts égales entre ceux qui sont inquiets / quelque peu inquiets (46 %) et ceux qui ne sont pas du tout inquiets ou pas très inquiets (46 %). Notamment, dans les « économies situées dans des zones climatiques relativement plus chaudes et des régions côtières, la part de répondants indiquant être "très inquiets" (ex. : l'Italie, le Portugal, l'Espagne et Taipei chinois) était plus élevée » (OMC, 2022).

Fait intéressant, près du tiers (31 %) des MPME interrogées étaient inquiètes des perturbations des chaînes d'approvisionnement en raison de la température, le plus haut pourcentage parmi les pays interrogés (graphique 3.2). L'OMC conclut que « les répondants d'économies plus étroitement liées aux chaînes de valeur mondiales (CVM), comme le Canada, le Taipei chinois et le Viet Nam, semblent plus inquiets quant aux effets des mauvaises conditions météorologiques sur les chaînes d'approvisionnement ».

GRAPHIQUE 3.2

Près du tiers des petites entreprises canadiennes se disent préoccupées par les perturbations aux chaînes d'approvisionnement dues aux conditions climatiques



Question : Vous attendez-vous à ce que l'un des éléments suivants constitue un défi pour votre entreprise au cours des 2 à 5 prochaines années? (Perturbations de la chaîne d'approvisionnement dues à des catastrophes naturelles ou à des conditions météorologiques extrêmes) – Oui.
Sources : Organisation mondiale du commerce (données : Meta – Facebook Global State of Small Business Data 2022) et Desjardins, Études économiques

Le sondage indique également que les MPME s'inquiètent des coûts qu'elles devront engager pour leur exploitation en raison des politiques et règlements en matière de changements climatiques. Ce dernier aspect est important pour certains secteurs qui sont connus pour produire des taux de gaz à effet de serre élevés. Mais aussi pour des secteurs ayant une grande prévalence de petites entreprises, comme la construction et l'agriculture.

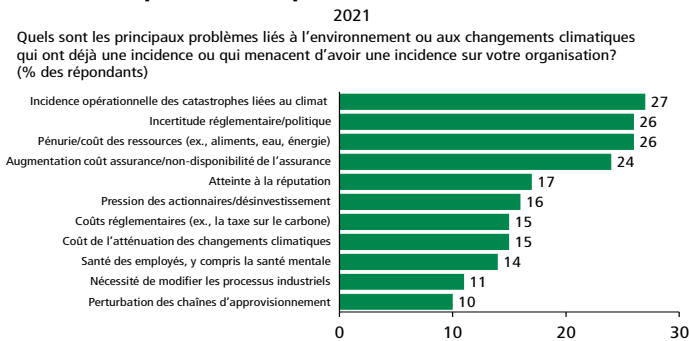
Comment les petites entreprises peuvent-elles évaluer les risques et les coûts des changements climatiques?

Les changements climatiques ont une incidence manifeste sur les coûts des entreprises, selon le rapport [Global's Climate Check Report \(2021\) de Deloitte](#) (graphique 3.3 à la page 23). Ces coûts comprennent les coûts opérationnels attribuables aux dommages causés aux installations et aux perturbations de la main-d'œuvre, à l'augmentation des coûts d'assurance et, pour certaines, aux dommages causés à leur réputation.

Pour évaluer les risques auxquels elles font face, les entreprises examinent habituellement trois catégories de risques : les risques physiques (les dommages physiques causés aux personnes, aux biens et aux liaisons de transport), les risques transitoires (les

GRAPHIQUE 3.3

Les changements climatiques ont des répercussions évidentes sur les coûts pour les entreprises



Sources : Deloitte et Desjardins, Études économiques

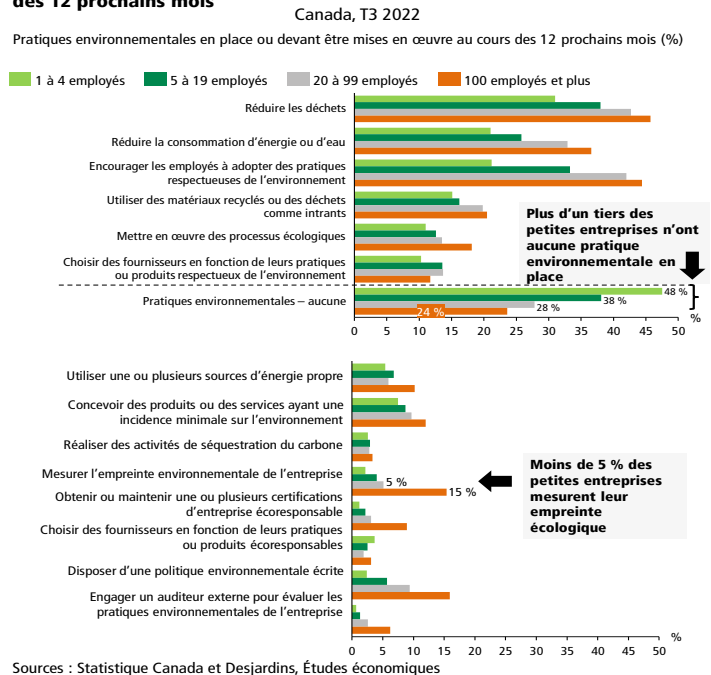
coûts potentiels pour les entreprises de la transition mondiale vers une économie sans combustibles fossiles – le secteur de l'énergie étant le plus vulnérable à ce type de risque, ainsi que celui des mines) et les risques liés à la responsabilité (associés à la conformité réglementaire et légale : les entreprises qui polluent étant davantage exposées à des litiges potentiels) (Zurich, 2022).

Cela dit, les entreprises doivent avoir accès à des informations et à des outils pertinents pour les guider dans ces évaluations, ce qui peut faire défaut aux petites entreprises. Selon la BDC, une façon pour les entreprises d'atténuer leurs risques climatiques consiste à mesurer leur empreinte carbone en premier lieu. Or, seule une faible proportion de petites entreprises le fait. Au Canada, moins de 5 % des petites entreprises avaient mesuré (ou prévoyaient le faire dans un délai de 12 mois) leur empreinte carbone, contre 15 % des entreprises comptant plus de 100 employés. De plus, plus du tiers d'entre elles n'ont mis en place ou planifié aucune pratique environnementale pour les 12 prochains mois (selon l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises de Statistique Canada, T3 2022) (graphique 3.4).

Des résultats similaires sont observés dans les autres économies développées, comme le R.-U. : seulement 6 % des PME ont mesuré leur empreinte carbone au cours des cinq dernières années, selon une enquête réalisée en 2021 par British Business Bank. La banque financée par le gouvernement conclut : « Les plus grandes PME et celles qui sont très sensibilisées aux concepts de la consommation énergétique carboneutre et font de la réduction des émissions de carbone une priorité sont les plus susceptibles de mesurer leur empreinte carbone. On s'y attendait, puisque les plus grandes entreprises sont susceptibles d'exiger une évaluation plus régulière et plus systématique de leurs émissions de carbone. Néanmoins, cela pourrait également indiquer qu'il est plus difficile pour les plus petites entreprises de mesurer leur empreinte carbone, et une plus grande adoption pourrait être obtenue en les orientant vers les conseils ou le soutien appropriés. »

GRAPHIQUE 3.4

Les grandes entreprises sont plus susceptibles de mettre en place des pratiques environnementales ou de prévoir leur mise en œuvre au cours des 12 prochains mois



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Quel rôle les petites entreprises jouent-elles dans la transition verte, et à quels obstacles sont-elles confrontées?

Une revue des différentes enquêtes mondiales mène à des conclusions convergentes :

1. Bien que les petites entreprises puissent être individuellement de petits émetteurs de carbone, leur taille collective signifie qu'elles ont un rôle crucial à jouer dans l'atteinte des cibles de décarbonisation.

Au Royaume-Uni, on estime que dans l'ensemble, les PME représentent environ la moitié des émissions industrielles.

2. Les petites entreprises qui ne participent pas à la transition verte s'exposent à des risques.

C'est particulièrement vrai pour les petites entreprises qui fournissent des produits ou des services à de grandes sociétés qui cherchent de plus en plus à créer des chaînes d'approvisionnement durables. Et ces grandes sociétés dépendent de leurs fournisseurs, dont des PME, pour la décarbonisation. Selon le Financial Times (2022), PepsiCo estime que 92 % de ses émissions de carbone proviennent de l'extérieur des établissements de la société, mais que seulement 8 % de ses fournisseurs ont des cibles climatiques approuvées (conformes à l'initiative Science-Based Targets).

Cela signifie que les petites entreprises ont un rôle à jouer dans l'établissement de chaînes d'approvisionnement carboneutres : de 20 à 30 % de l'investissement total nécessaire devrait provenir de petites entreprises, selon un rapport de BCG-HSBC.

Et les investisseurs exercent davantage de pressions. Les petites entreprises qui cherchent à vendre à une société d'investissement privée ou à un acheteur stratégique, ou à mobiliser du capital de risque doivent savoir que ces sociétés appliquent de plus en plus des critères de durabilité dans leurs décisions en matière d'investissement (voir [BDC](#)).

3. Les petites entreprises tardent à traduire leur sensibilisation en actions.

Selon la [British Business Bank](#), le degré de maturité et de préparation à la transition verte des PME est à la traîne à bien des égards. « Plus de trois entreprises sur quatre (76 %) n'ont pas encore mis au point de stratégies de décarbonisation exhaustives ». Le manque de sensibilisation ne semble pas constituer le principal défi (près de 60 % des PME interrogées ont indiqué être suffisamment sensibilisées aux concepts de carboneutralité).

4. Les PME font face aux obstacles de l'information et des coûts lorsqu'il est question de réduction des émissions de carbone.

Selon l'OMC : « les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) sont sensibilisées aux changements climatiques et savent qu'elles doivent adopter des pratiques de décarbonisation afin de participer aux chaînes d'approvisionnement, mais elles font face à des obstacles, en particulier en ce qui a trait à l'accès à l'information sur les changements à apporter à leurs entreprises et au coût des changements. » Les principaux obstacles à la réduction des émissions de carbone, selon une enquête mondiale réalisée en 2021 par Meta, sont les connaissances sur les façons de réduire les émissions de carbone (31 %), suivies des coûts d'exploitation (23 %) (graphique 3.5).

Parmi les PME britanniques, les obstacles perçus les plus courants aux mesures de carboneutralité concernaient les coûts, notamment les coûts initiaux (35 % des répondants) et la faisabilité (32 %). « Le manque de contrôle sur les actions était un facteur déterminant des inquiétudes concernant la faisabilité. On mentionne notamment les limites imposées par des ententes d'occupation/de location ou des partenaires de la chaîne d'approvisionnement. (...) En ce qui concerne les actions déjà prises, le facteur le plus courant était de loin que c'était « sensé sur le plan financier » (51 %) (...). Le manque de connaissances affecte l'adoption de mesures de carboneutralité, ce qui se reflète dans le fait que 12 % des répondants ont mentionné explicitement des obstacles liés à l'information. »

GRAPHIQUE 3.5

La connaissance et les coûts d'exploitation sont les principaux obstacles pour les petites entreprises



Sources : OMC (données : Meta 2021) et Desjardins, Études économiques

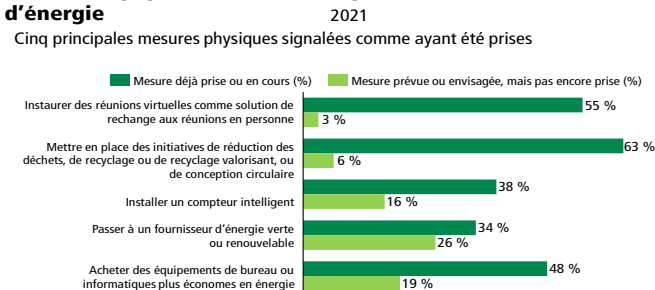
Quelles stratégies les petites entreprises adoptent-elles pour la décarbonisation?

Les trois principales stratégies environnementales citées par les petites entreprises au Canada consistent à réduire les déchets, à réduire la consommation d'énergie et d'eau et à inciter les employés à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement (graphique 3.4 à la page 23).

L'expérience du Royaume-Uni fournit des indications utiles. Selon la [British Business Bank](#), les trois principales mesures physiques prises par les PME pour atteindre la carboneutralité au Royaume-Uni sont les suivantes : 1) instaurer des initiatives de réduction ou de recyclage des déchets, de recyclage valorisant ou de conception circulaire; 2) tenir des réunions virtuelles plutôt que des réunions en personne et 3) acheter des équipements de bureau ou informatiques plus économes en énergie (graphique 3.6). D'autres mesures qu'au moins 20 % des PME ont indiqué planifier comprennent l'introduction de véhicules d'entreprise à très faibles émissions, le passage à des fournisseurs d'énergie verte ou renouvelable et l'achat de biens et de services à plus faibles émissions de carbone pour leur entreprise. Si l'on examine des secteurs spécifiques, les résultats de l'enquête menée au Royaume-Uni indiquent que le secteur de la construction – qui compte une forte prévalence de petites

GRAPHIQUE 3.6

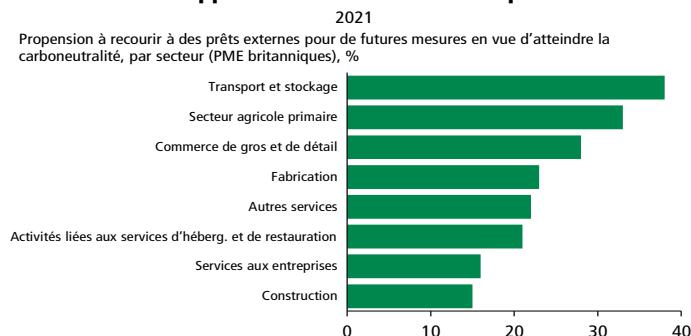
Les mesures courantes prises ou prévues par les PME sont la réduction/le recyclage des déchets, les réunions virtuelles et l'achat d'équipements informatiques à faible consommation d'énergie



Sources : British Business Bank et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 3.7

Dans l'enquête britannique sur les PME, le secteur de la construction est apparu comme moins mature que les autres



Sources : British Business Bank et Desjardins, Études économiques

entreprises – accuse généralement un retard en ce qui concerne la sensibilisation et les mesures concrètes. Il affiche également la plus faible propension à recourir à des prêts externes pour de futures mesures en vue d'atteindre la carboneutralité (graphique 3.7).

Qui tirera parti de la transition verte?

La transition verte a le potentiel de débloquent de nouvelles opportunités. Parmi celles-ci, notons les nouvelles technologies et l'innovation dans les produits et services qui permettront d'atténuer les risques des changements climatiques, de réduire la consommation d'énergie et les émissions, de s'ajuster aux nouveaux critères ESG des investisseurs, etc. Tant dans les industries primaires comme l'agriculture, que dans le transport, la fabrication, la construction, l'informatique et d'autres services : les entreprises qui s'adaptent et innove peuvent faire des gains. La recherche indique également que la transition énergétique présente un énorme potentiel de création d'emplois ([Forum économique mondial, 2022](#)).

Les secteurs exposés à une transition vers la carboneutralité ne comprennent pas seulement le secteur des combustibles fossiles, mais également des secteurs comme la production de véhicules automobiles et la construction qui jouent un rôle déterminant dans l'économie ontarienne. La décarbonisation du secteur de la construction implique par exemple l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments (au moyen de l'isolation) et des systèmes de chauffage à faibles émissions. En ce qui concerne la production de véhicules automobiles, l'Ontario cherche à étendre son secteur automobile en construisant au moins 400 000 véhicules électriques et hybrides d'ici 2030, selon une [étude de KPMG](#). Les gouvernements du Canada et de l'Ontario ont investi dans une coentreprise de 5 milliards de dollars avec deux entreprises du secteur privé qui créera la première installation de fabrication de batteries de véhicules électriques de grande envergure au pays, à Windsor. Selon les estimations de KPMG, l'usine qui produira des cellules et des modules de batterie au lithium-ion devrait créer 2 500 nouveaux emplois.

Le secteur minier jouera un rôle majeur dans la transition énergétique, puisque de nombreux métaux et minéraux sont essentiels à l'électrification des transports (ils entrent notamment dans la fabrication des batteries) et au développement de technologies plus vertes. Au Canada, le gouvernement fédéral a confirmé son appui au développement d'une chaîne de valeur de véhicules zéro émission : des fonds de 3,8 milliards de dollars sur huit ans ont été annoncés dans le cadre du [budget fédéral de 2022](#), dans le cadre de la Stratégie canadienne sur les minéraux critiques. Le gouvernement de l'Ontario a également adopté sa propre [Stratégie ontarienne relative aux minéraux critiques](#), qui vise à soutenir le développement de possibilités d'exploration minière dans le nord. L'Ontario pourrait bien en récolter les fruits puisque la Bourse de Toronto (TSX) et la Bourse de croissance TSX (TSXV) ont les principales places boursières pour les entreprises d'exploration minière et minérale. Au-delà des grandes sociétés, le secteur minier de l'Ontario dépend également de plus petits fournisseurs de produits et de services dans la chaîne de valeur, qui pourraient bénéficier de cette transition.

Conclusion : deux faces de la même médaille

Pour conclure, lorsqu'il est question de transition verte, les entreprises doivent tenir compte de deux chaînes d'interaction : 1) la réduction de l'effet de l'environnement sur les activités de leur entreprise (au moyen de l'atténuation du risque climatique) et 2) la réduction de l'effet des activités de l'entreprise sur l'environnement (au moyen de la décarbonisation et d'autres initiatives de réduction des déchets et des émissions, notamment l'approche de l'économie circulaire) (figure 3.1).

Ces chaînes sont interconnectées et les petites entreprises, compte tenu de leur poids collectif, demeureront des acteurs importants de l'atteinte des résultats climatiques. Nous pouvons nous attendre à ce qu'elles cherchent à obtenir des conseils, des outils et du financement pour pouvoir faire leur juste part.

FIGURE 3.1

Environnement et activités commerciales : une boucle de rétroaction à double sens

